



Ministère de la consommation et des corporations

Rapport  
du  
Surintendant  
des  
faillites

pour l'exercice clos le 31 mars 1968





Ministère de la consommation et des corporations



# Rapport du Surintendant des faillites

pour l'exercice clos le 31 mars 1968

©  
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969  
N° de cat.: RG61-1968

## TABLE DES MATIÈRES

|  | Page |
|--|------|
| Introduction du Surintendant des faillites. . . . .  | 3    |
| Chapitre 1 La Législation en matière de faillite et d'insolvabilité. . . . .                     | 5    |
| Chapitre 2 La Direction des faillites. . . . .   | 9    |
| Chapitre 3 Le «Milieu» de la faillite. . . . .   | 15   |
| Chapitre 4 Plaintes et Enquêtes. . . . .   | 21   |
| Chapitre 5 Poursuites judiciaires. . . . .   | 23   |
| Chapitre 6 Dividendes non réclamés et fonds non distribués. . . . .                              | 25   |
| Chapitre 7 Index des noms des Administrateurs et Officiers des Corporations en faillite. . . . . | 27   |
| Chapitre 8 Données statistiques annuelles et Tableaux. . . . .                                   | 29   |
| Chapitre 9 Partie X de la Loi sur la faillite. . . . .   | 45   |

### Index des tableaux et graphiques

|   | Page |
|---|------|
| Tableau I — Corporations mises en liquidation en vertu de la Loi sur les liquidations pour les années 1961 à 1967. . . . .                        | 8    |
| II — Personnel de la Direction au 31 mars 1950 — 1960 — 1962 — 1965 1966 — 1967 — 1968. . . . .   | 10   |
| III — Crédits et dépenses pour 1967 — 1968. . . . .   | 13   |
| IV — État comparatif des recettes et dépenses pour les années 1963-64, 1964-65, 1965-66, 1966-67 et 1967-68. . . . .                              | 13   |
| V — Analyse de l'émission de licences de syndic pour la période allant de 1950 au 31 décembre 1967. . . . .                                       | 17   |
| VI — Détail des accusations portées en vertu de la Loi sur la faillite et du Code Criminel durant l'année 1967. . . . .                           | 24   |
| VII — Analyse comparative des actifs signalés, des administrations complétées ou reportées pour les années civiles allant de 1933 à 1967. . . . . | 30   |
| VIII — Total des faillites et des propositions signalées en 1967. . . . .   | 32   |
| -1 — Faillites commerciales signalées en 1967. . . . .  | 33   |
| -2 — Faillites non commerciales — 1967. . . . .   | 34   |
| -3 — Propositions approuvées en 1967. . . . .   | 35   |
| -4 — Genres de faillites signalées en 1967. . . . .   | 35   |

## Index des tableaux et graphiques (fin)

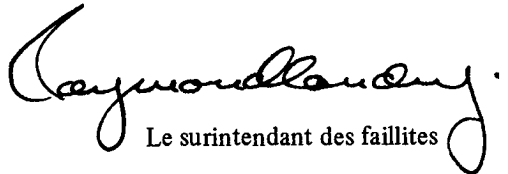
|   | Page      |
|---|-----------|
| -5 – Faillites de cautions signalées en 1967. . . . .   | 36        |
| -6 – Faillites commerciales signalées en 1967, par genre d'industries. . .  | 37        |
| -7 – Faillites commerciales signalées en 1967, par importance des passifs.  | 39        |
| <b>IX – Réunion de tous les actifs dont l'administration a été complétée en 1967. . . . .</b>   | <b>41</b> |
| -1 – Actifs dont l'administration a été complétée en 1967 (en vertu des dispositions générales de la Loi). . . . .                    | 42        |
| -2 – Actifs dont l'administration a été complétée en 1967 (en vertu des dispositions de l'administration sommaire de la Loi). . . . . | 43        |
| -3 – Actifs dont l'administration a été complétée en 1967 (Propositions)  | 44        |
| <b>X – Nombre d'ordonnances accordées par passif signalé – Partie X – 1967. . . . .</b>   | <b>47</b> |
| -1 – Ordonnances accordées d'après le montant des versements mensuels – Partie X – 1967. . . . .                                      | 47        |
| -2 – Ordonnances accordées d'après la durée des versements mensuels Partie X – 1967. . . . .  | 48        |
| <b>Graphique I – Organigramme de la Direction des faillites. . . . .</b>  | <b>11</b> |
| <b>II – Total des actifs signalés aux termes de la Loi sur la faillite pour les années 1957 à 1967. . . . .</b>                       | <b>31</b> |
| <b>III – Faillites et propositions signalées dans tout le Canada en 1967. . .</b>   | <b>32</b> |
| <b>IV – Ordonnances accordées par classification du revenu familial mensuel – Partie X – 1967. . . . .</b>                            | <b>46</b> |
| <b>Appendice – Liste actuelle des bulletins aux syndicats. . . . .</b>  | <b>49</b> |

## INTRODUCTION

Les groupes professionnels et universitaires, les associations commerciales et de crédit, de même que le grand public, s'intéressent de plus en plus à l'application de la Loi sur la faillite. Le présent rapport tente d'expliquer les données disponibles dans le domaine de la faillite et de l'insolvabilité au Canada.

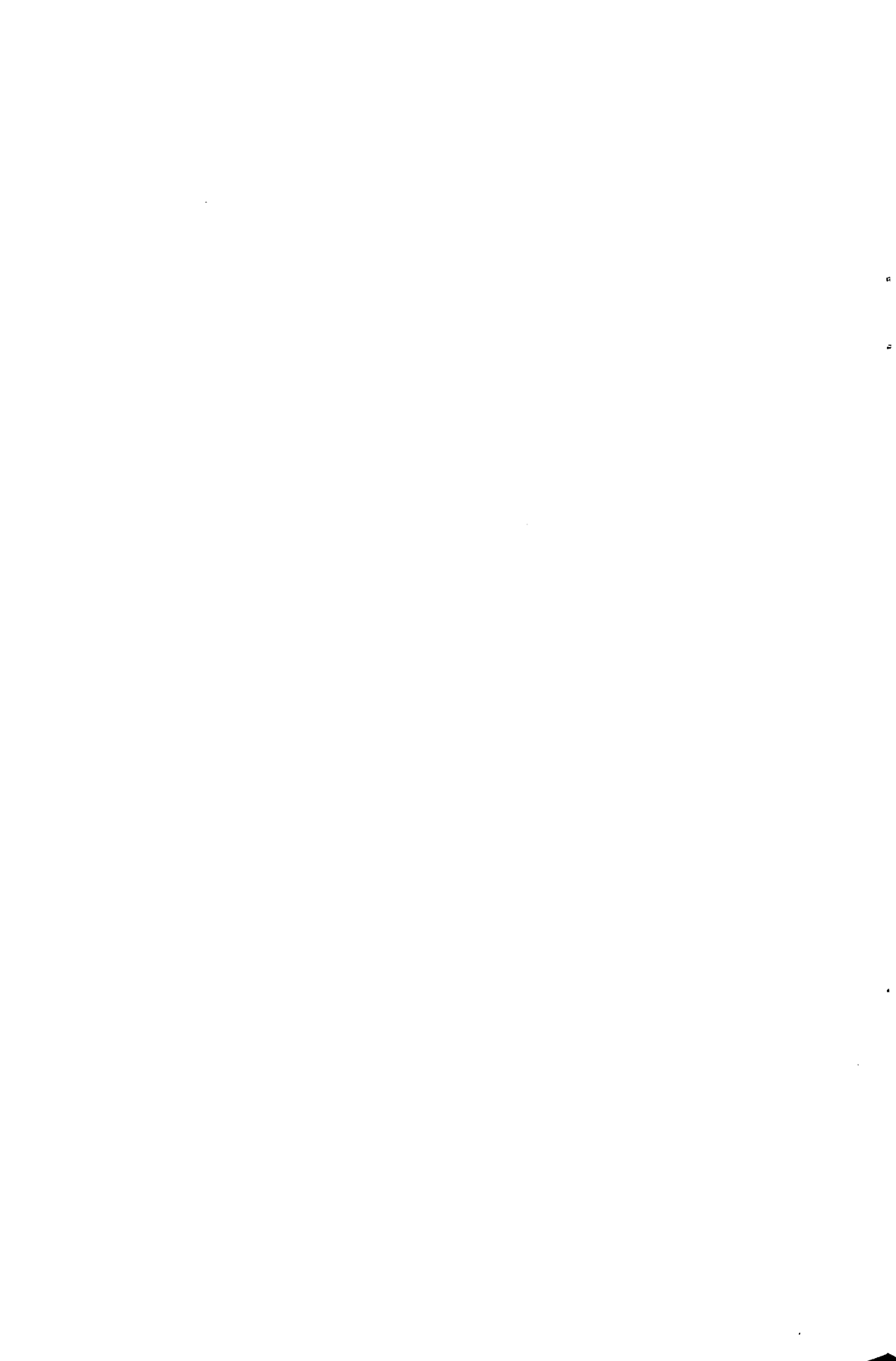
En me reportant aux statistiques, je voudrais mentionner que 4,276 nouveaux actifs ont été signalés au cours de l'année civile 1967, alors que pour tout le Canada le total des sommes déficitaires à l'égard de ces actifs s'est élevé à \$161,171,000. Les bureaux régionaux de Montréal, Toronto et Vancouver ont accru l'efficacité de nos formalités d'enquête et, par conséquent, 320 enquêtes ont pu être instituées au cours de l'année.

J'ai tenté, dans le présent rapport, de donner le plus de renseignements possibles au sujet des initiatives du bureau du surintendant des faillites et, à cet égard, je tiens à remercier sincèrement tous les membres du personnel de leur enthousiasme et des efforts qu'ils ont déployés pour aider à donner à la Direction des faillites un rôle essentiel en tant qu'organisme gouvernemental.



Le surintendant des faillites

OTTAWA, novembre 1968.





## Chapitre 1 LA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE FAILLITE ET D'INSOLVABILITÉ

### La Loi sur la faillite

Le paragraphe 21 de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique donne au Parlement du Canada une juridiction exclusive en matière de faillite et d'insolvabilité. La présente législation canadienne sur la faillite a d'abord été adoptée en 1919 puis fut révisée pour la dernière fois en 1949.

#### *Amendements*

La révision de 1949 de la Loi sur la faillite a été amendée de temps à autre, et les plus importantes modifications ont été apportées en 1966 (1966-1967, c. 32). On a donné, notamment, de plus grands pouvoirs en matière d'enquête au surintendant, lorsque celui-ci a raison de soupçonner qu'une infraction a été commise relativement à une faillite et que l'affaire pourrait par ailleurs n'être l'objet d'aucune recherche. Cette nouvelle partie de la Loi (Article 3A) permet au surintendant (ou à une personne qu'il a autorisée), dans les circonstances susmentionnées, et avec l'approbation du tribunal, d'entrer et de perquisitionner dans tout bâtiment, et d'inspecter tout endroit où se trouvent des livres, registres, ou documents qui peuvent constituer une preuve d'infraction relative à une faillite. Elle lui permet également, sans ordonnance, d'interroger devant le registraire de la cour toute personne dont il est raisonnable de croire qu'elle a connaissance des affaires du failli. Cette façon de procéder a facilité les recherches, en ce que l'on peut obtenir plus rapidement les renseignements nécessaires à l'appréciation d'une situation. Des poursuites plus nombreuses ont été entreprises à la suite de la découverte de preuves et les créanciers en général ont pu se rendre compte plus facilement que par le passé de la situation du failli.

En 1966, une autre modification importante, qui a trait aux transactions conclues autrement qu'au mieux des intérêts des parties, a permis au syndic de mieux s'occuper des transactions antérieures à la faillite qui portent préjudice aux droits des créanciers légitimes. L'article 2A stipule que ces transactions sont révisables, et l'article 2B indique quelles personnes sont considérées comme «personnes liées» lorsqu'elles font affaire avec le débiteur avant sa faillite.

La Partie X de la Loi sur la faillite, également adoptée en 1966, prévoit un régime de paiement méthodique des dettes sous la surveillance des tribunaux. Bien que cette Partie ait été adoptée par le Parlement, elle n'est en vigueur que dans les provinces où le Lieutenant-gouverneur en Conseil a demandé au Gouverneur en Conseil de la déclarer exécutoire. Des données statistiques sur le fonctionnement de la Partie X seront citées un peu plus loin (page 45).

Ces modifications furent simplement un prélude à la révision complète de la Loi, révision qui fut entreprise par le Comité consultatif sur la législation en matière de faillite.

Ce Comité procède depuis les deux dernières années à des recherches sur les principes fondamentaux touchant la législation ainsi que l'administration de la faillite et de l'insolvabilité au Canada. Ces travaux comprennent des entretiens avec des universitaires et d'autres personnes versées dans ce domaine au Canada, de même que dans d'autres pays où l'on fait face aux mêmes problèmes complexes.

Il va de soi que la tâche de ce Comité ne se limite pas à une évaluation du problème, mais comprend également une étude des procédés administratifs et judiciaires utilisables en vue de réduire au minimum les injustices résultant de ce malaise économique.

Le sous-ministre adjoint (corporations) au ministère de la Consommation et des Corporations, de même que le surintendant des faillites font partie de ce Comité consultatif ainsi que MM. John D. Honsberger, c.r., de Toronto, et Pierre Carignan, c.r., de Montréal. En sus de la Loi sur la faillite, le Comité étudie également la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (S.R.C. 1952, c. 54), la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers (S.R.C. 1952, c. 111) et la Loi sur les liquidations (S.R.C. 1952, c. 296).

#### **Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies**

L'objet de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, édictée en 1933, permet aux compagnies à responsabilité limitée de se réorganiser sur le plan financier et de prendre des arrangements avec leurs créanciers sans être forcées de faire une cession de leurs biens ni, d'autre part, de tomber sous la juridiction des tribunaux de faillite.

Les procédures en vertu de cette Loi sont, dans une certaine mesure, régies par les tribunaux ayant juridiction à cet égard et la Loi ne confère à la Direction des faillites aucune responsabilité spéciale en ce qui a trait à ces procédures. Nous n'avons aucune donnée statistique quant aux procédures instituées en vertu de cette Loi, mais il semble qu'au cours des récentes années quelques compagnies seulement aient profité des dispositions de ladite Loi.

L'un des inconvénients de cette Loi est que le créancier a peu de surveillance et que l'on ne fasse pas d'enquête à l'égard des affaires du requérant. Aucun syndic n'est nommé et aucun inspecteur n'est choisi pour s'occuper des intérêts des créanciers en général.

#### **Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers**

Le but de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, adoptée en 1934, est d'aider les cultivateurs en mauvaise posture financière à garder leurs terres en leur fournissant les moyens de faire des compromis ou de nouveaux arrangements à l'égard de leurs dettes. La Loi simplifie également le fonctionnement de la Loi sur la faillite à l'égard des cultivateurs en général.

Aucune procédure ne fut signalée en vertu de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers depuis 1959.

### La Loi sur les liquidations

La première Loi fédérale sur les liquidations fut adoptée en 1882. La Loi actuelle se trouve au chapitre 296 des Statuts révisés du Canada de 1952. Cette Loi stipule que le juge en chef de la Cour de chaque province, ainsi que les juges de leur cour respective, peuvent établir des règles, formules et règlements à suivre et à observer dans les procédures prévues à ladite Loi.

Le but de la Loi sur les liquidations est de prévoir un mécanisme de liquidation méthodique des biens de certaines compagnies, qu'elles soient insolvable ou non.

En ce qui concerne les compagnies insolvable, la procédure suivie en vertu de la Loi sur les liquidations, avant les modifications de 1966 à la Loi sur la faillite, se confondait avec celle prévue par la Loi sur la faillite.

Depuis 1966, cependant, toute procédure entamée en vertu de la Loi sur les liquidations devient caduque lorsqu'une pétition en vue d'une ordonnance de séquestre ou une cession a été déposée en vertu de la Loi sur la faillite (article 169A de la Loi sur la faillite).

Les procédures entamées en vertu de la Loi sur les liquidations sont, dans une certaine mesure, sous la surveillance du tribunal qui a juridiction en la matière. Le surintendant des faillites n'est aucunement responsable de ces procédures sauf que, dans certains cas, seul un syndic autorisé en vertu de la Loi sur la faillite peut être nommé liquidateur.

TABLEAU I – CORPORATIONS MISES EN LIQUIDATION EN VERTU DE LA LOI SUR LES LIQUIDATIONS (PAR PROVINCE AVEC PASSIF EN MILLIERS DE DOLLARS) POUR LES ANNÉES 1961 à 1967

(Source: Bureau fédéral de la statistique)

| Province                    | 1961           |           | 1962           |           | 1963           |           | 1964           |           | 1965           |           | 1966           |           | 1967           |           | Total 7 années |           |
|-----------------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|
|                             | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ | N <sup>o</sup> | Passif \$ |
| Terre-Neuve .....           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |
| Ile-du-Prince-Édouard ..... |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |
| Nouvelle-Écosse .....       | 1              | 42        | 1              | 5         |                |           |                |           |                |           | 1              | 3,508     |                |           | 3              | 3,555     |
| Nouveau-Brunswick .....     |                |           |                |           |                |           | 1              | 1,118     |                |           |                |           |                |           | 1              | 1,118     |
| Québec .....                | 27             | 1,535     | 62             | 7,859     | 72             | 4,658     | 58             | 12,050    | 43             | 2,817     | 23             | 3,448     | 11             | 703       | 296            | 33,070    |
| Ontario .....               |                |           | 1              | 35        | 1              | 20        | 5              | 683       | 1              | 192       | 7              | 3,194     | 1              | 285       | 16             | 4,409     |
| Manitoba .....              |                |           |                |           |                |           |                |           | 1              | 150       |                |           | 1              | 13,172*   | 2              | 13,322    |
| Saskatchewan .....          |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |                |           |
| Alberta .....               | 3              | 20        |                |           | 1              | 14        | 1              | 25        | 1              | 50        |                |           |                |           | 6              | 109       |
| Colombie-Britannique .....  |                |           | 3              | 703       | 2              | 2,314     | 1              | 753       | 1              | 804       | 1              | 35        |                |           | 8              | 4,609     |
| Tout le Canada              | 31             | 1,597     | 67             | 8,602     | 76             | 7,006     | 66             | 14,629    | 47             | 4,013     | 32             | 10,185    | 13             | 14,160    | 332            | 60,192    |

\*Banque de l'Ouest

∞

## Chapitre 2

### LA DIRECTION DES FAILLITES

#### Le surintendant des faillites

Le surintendant des faillites a la compétence requise pour surveiller l'administration de tout actif en faillite. Il accomplit ce devoir en surveillant le travail des syndics qui lui soumettent des rapports concernant les démarches prescrites par la Loi, ainsi qu'un compte rendu de chacune de leurs administrations. Afin de s'assurer de la capacité des syndics en matière de faillite, il conduit périodiquement des enquêtes sur les méthodes suivies par chacun d'eux ainsi que sur leur conduite personnelle.

La Loi permet au surintendant d'intervenir dans toute matière ou procédure devant le tribunal touchant le domaine des faillites. Il doit exercer ce pouvoir chaque fois qu'il croit que certains faits dont il a connaissance ne seront pas portés à l'attention de la cour.

Lorsqu'il apparaît au surintendant qu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne a commis une infraction relativement à la Loi sur la faillite ou à quelque autre Loi du Parlement du Canada, il lui est loisible d'instituer une enquête sur cette question. Selon les récents amendements, ses pouvoirs d'enquête sont très étendus. Si on découvre des preuves d'une infraction, celles-ci sont aussitôt remises entre les mains des autorités compétentes à intenter des poursuites judiciaires.

Le surintendant reçoit les demandes des candidats voulant obtenir une licence pour agir en tant que syndic selon la Loi sur la faillite. Il a le devoir de conduire une enquête relativement aux capacités du candidat de détenir une telle licence. Il fera ensuite les recommandations qui s'imposent au ministre de la Consommation et des Corporations, qui, s'il juge la chose avantageuse pour le public, peut autoriser l'émission d'une licence.

Bien que les pouvoirs administratifs du surintendant couvrent tout le domaine de la faillite, il interviendra rarement dans l'administration même de l'actif d'un failli. Le respect des stipulations de la Loi, la pratique légale, l'éthique professionnelle des administrateurs, ainsi que l'obligation de s'assurer que la cour soit bien informée lorsqu'elle siège en matière de faillite, sont les préoccupations principales du surintendant.

#### Personnel de la Direction

Au 31 mars 1968, le nombre des membres du personnel de la Direction des faillites atteignit 107. Le tableau "II" répartit les augmentations annuelles par catégorie d'employés.

Le graphique "I" établit l'organigramme condensé de la Direction au 1<sup>er</sup> septembre 1968.

La plupart des travaux du bureau du surintendant des faillites sont encore effectués à Ottawa, sauf la vérification et les enquêtes sur place qui sont exécutées par le personnel des bureaux régionaux.

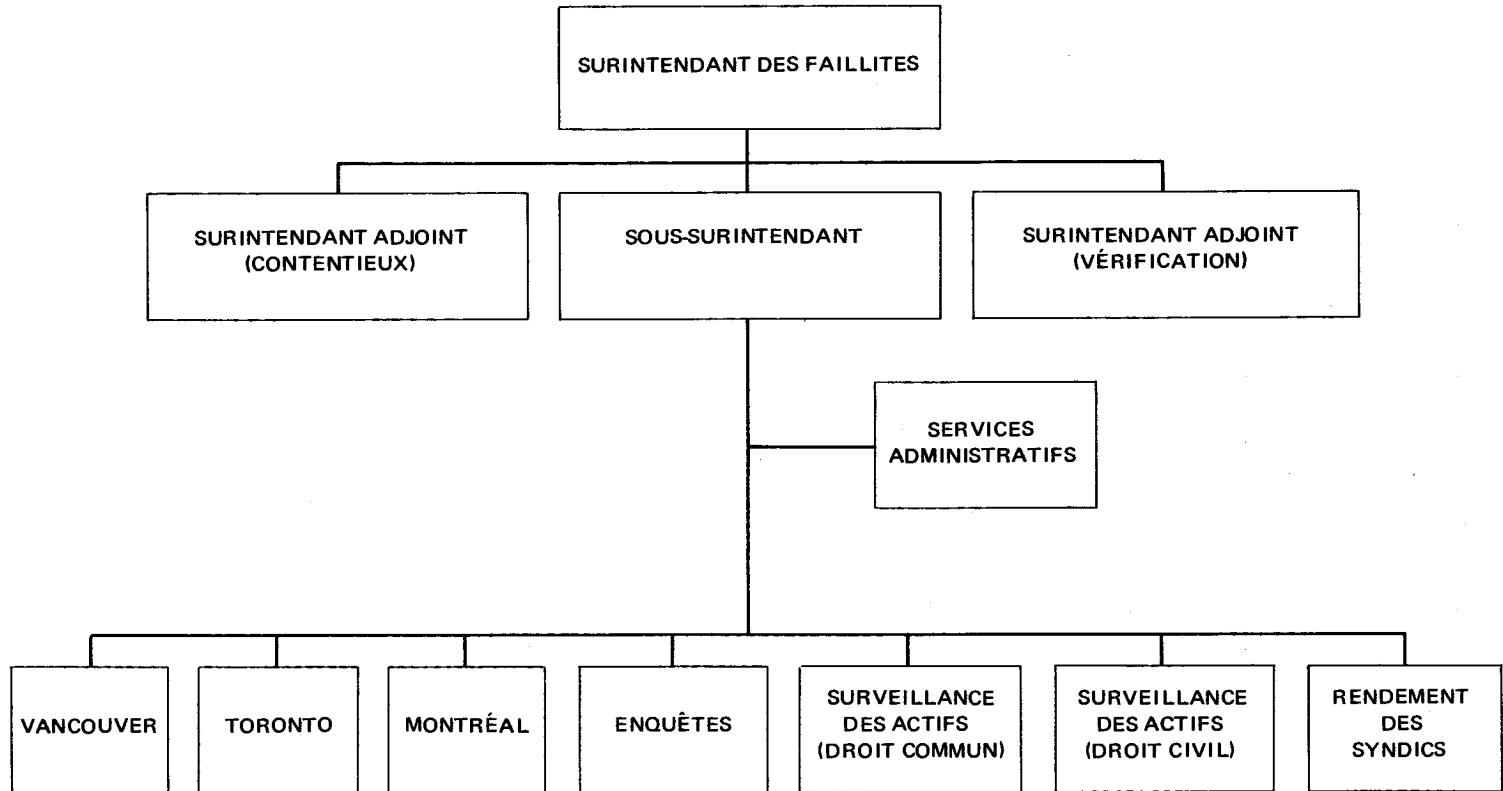
TABLEAU II – PERSONNEL DE LA DIRECTION AU  
31 MARS 1950, 1960, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968

| Catégoriés des employés                      | 1950     | 1960      | 1962      | 1965      | 1966      | 1967      | 1968       |
|--|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| <b>Bureau principal</b>                      |          |           |           |           |           |           |            |
| Direction . . . . .                          | 1        | 1         | 1         | 2         | 2         | 4         | 4          |
| Personnel administratif et professionnel     | 2        | 2         | 4         | 4         | 8         | 9         | 16         |
| Commis aux écritures et sténographes .       | 6        | 8         | 9         | 10        | 19        | 19        | 44         |
| <b>Total au Bureau principal . . . . .</b>   | <b>9</b> | <b>11</b> | <b>14</b> | <b>16</b> | <b>29</b> | <b>32</b> | <b>64</b>  |
| <b>Bureaux régionaux</b>                     |          |           |           |           |           |           |            |
| Direction . . . . .                          |          |           |           |           |           | 3         | 3          |
| Personnel administratif et professionnel     |          |           |           |           | 2         | 24        | 26         |
| Commis aux écritures et sténographes .       |          |           |           |           |           | 10        | 14         |
| <b>Total des Bureaux régionaux . . . . .</b> |          |           |           |           | <b>2</b>  | <b>37</b> | <b>43</b>  |
| <b>Total de la Direction . . . . .</b>       | <b>9</b> | <b>11</b> | <b>14</b> | <b>16</b> | <b>31</b> | <b>69</b> | <b>107</b> |

A Ottawa, la diversité des fonctions nécessaires à l'application de la Loi sur la faillite a exigé l'établissement des sections spécialisées suivantes:

1. Le surintendant-adjoint des faillites (contentieux) conseille le surintendant des faillites et son personnel à l'égard de toutes questions de nature juridique.
2. Le surintendant-adjoint des faillites (vérification) agit à titre de conseiller du surintendant dans le domaine de la vérification. De plus, il est responsable de l'établissement des méthodes et pratiques utilisées au sein de la Direction des faillites de même que de celles des séquestres officiels aux bureaux régionaux de la Direction.
3. La section des enquêtes spéciales examine et surveille tous les cas où des recherches sont nécessaires. Lorsque le surintendant a la preuve que des infractions ont été commises, des poursuites peuvent alors être instituées.
4. La section des syndic est chargée de toutes les questions ayant trait à l'émission des licences ainsi qu'au rendement général des syndic.
5. Les sections de surveillance des actifs maintiennent un contrôle de l'administration en détail des actifs. Tous les cas sont examinés par un fonctionnaire au début d'une faillite. Dans bien des cas, le syndic est prié d'envoyer des renseignements supplémentaires touchant la situation financière du débiteur ou sa propre administration de l'actif. Les irrégularités ou transactions non expliquées sont déférées au syndic afin qu'il fasse ses observations. Au besoin, elles peuvent être plus tard transmises pour enquête à la section des enquêtes spéciales.

**GRAPHIQUE I**  
**ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION DES FAILLITES**



Les quarante-trois employés aux bureaux régionaux se répartissent comme suit:

|  |           |
|--|-----------|
| <i>Montréal</i> (déservant la province de Québec et les provinces Maritimes) . . . . .       | 22        |
| <i>Toronto</i> (déservant la province de l'Ontario) . . . . .                                | 14        |
| <i>Vancouver</i> (déservant la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies) . . . . . | 7         |
|  | <u>43</u> |

Les principales fonctions des bureaux régionaux sont les suivantes:

1. Faire enquête sur les plaintes qui ont trait à l'administration d'un syndic ou à la conduite du débiteur avant la faillite; et
2. effectuer des vérifications périodiques du travail des syndics en matière de faillite.

Les bureaux régionaux travaillent en étroite collaboration avec la section des fraudes commerciales de la Gendarmerie royale du Canada (G.R.C.) et d'autres organismes d'exécution de la Loi. Durant l'année écoulée, les services de la G.R.C. ont été utilisés de façon très poussée.

De plus, le contrôleur du trésor (direction des services de vérification), a secondé la Direction des faillites dans la vérification périodique de l'administration des syndics.

### Recettes

Les recettes du bureau du surintendant des faillites proviennent de deux sources comme suit:

*Pour l'exercice clos le 31 mars 1968*

|   |                         |
|---|-------------------------|
| 1. Droits payés par les syndics en matière de faillite à l'égard des nouvelles licences et des renouvellements annuels (article 5(4)) . . . . . | \$ 10,835               |
| 2. Prélèvement de 2% sur les dividendes payés aux créanciers par le syndic (article 106) . . . . .  | <u>352,548</u>          |
| <b>Total pour l'année . . . . .</b>   | <b><u>\$363,383</u></b> |

### Dépenses

Les dépenses pour l'année se sont élevées à \$797,049 et les augmentations sont surtout attribuables aux traitements et aux services professionnels. (Le tableau "III" indique les crédits et les dépenses pour 1967-1968 par genre de dépense).

Le tableau "IV" est un état comparatif des recettes et dépenses pour les années 1963-1964 à 1967-1968.

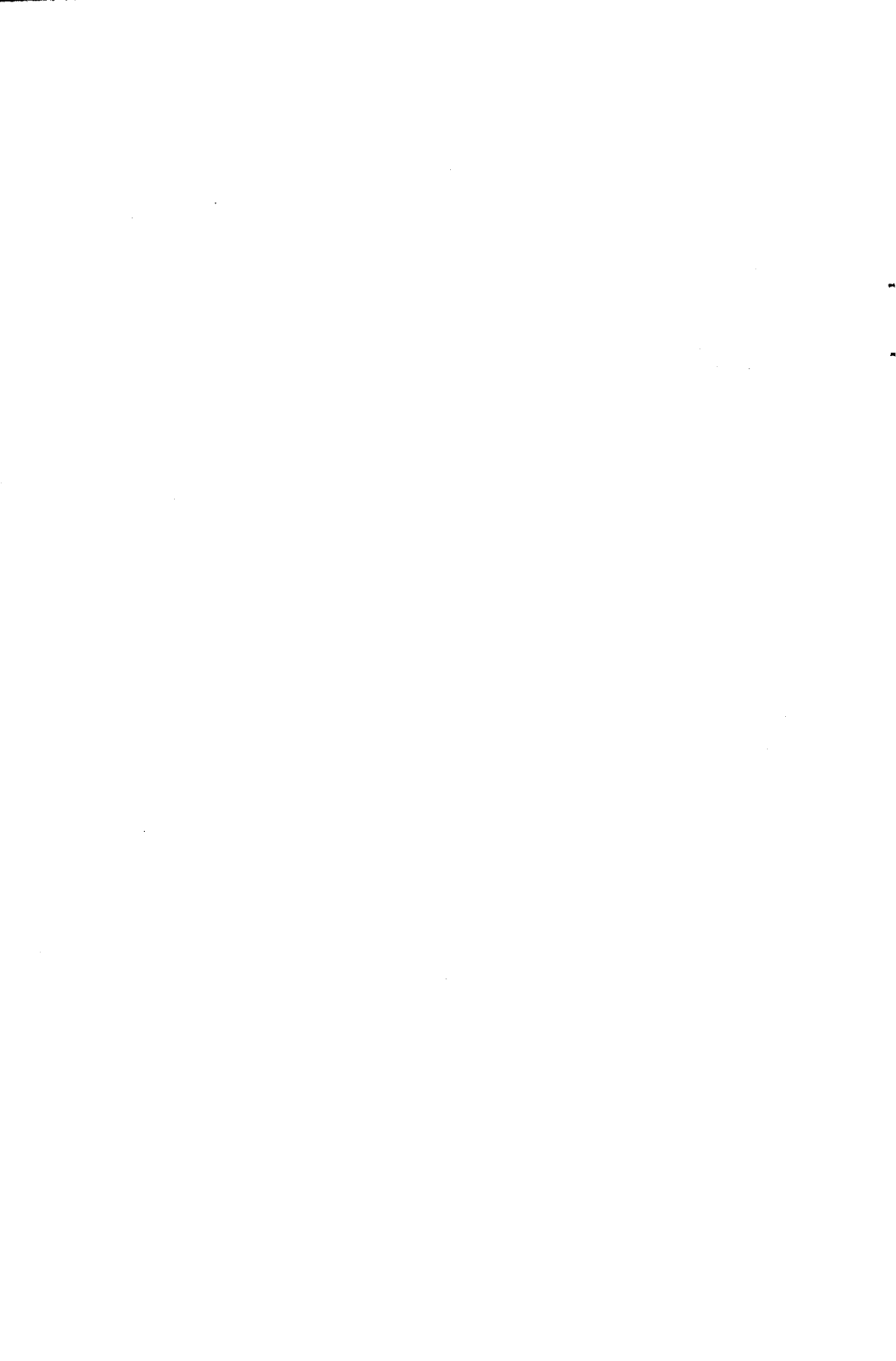


TABLEAU III – CRÉDITS ET DÉPENSES POUR 1967 – 1968

|   | Crédits          | Dépenses         | Solde<br>Non<br>Dépensé |
|---|------------------|------------------|-------------------------|
| Traitements et salaires .....   | \$598,000        | \$587,022        | \$10,978                |
| Services professionnels et spéciaux .....   | 100,900          | 74,089           | 26,811                  |
| Frais de voyage .....   | 48,000           | 46,437           | 1,563                   |
| Frais de voyage des juges et autres<br>fonctionnaires de la cour qui assistent<br>aux conférences sur la faillite ..... | 7,700            | 7,667            | 33                      |
| Appels téléphoniques et télégrammes .....   | 13,200           | 12,551           | 649                     |
| Papier, fournitures, matériel, accessoires<br>et mobilier de bureau .....   | 72,500           | 68,401           | 4,099                   |
| Divers .....  | 1,700            | 882              | 818                     |
| <b>Total .....</b>  | <b>\$842,000</b> | <b>\$797,049</b> | <b>\$44,951</b>         |

TABLEAU IV – ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES ET DÉPENSES POUR LES ANNÉES  
1963-64, 1964-65, 1965-66, 1966-67 et 1967-68

| Années        | Recettes  | Dépenses  |
|---------------|-----------|-----------|
| 1963-64 ..... | \$288,120 | \$133,682 |
| 1964-65 ..... | 298,642   | 115,652   |
| 1965-66 ..... | 277,937   | 143,437   |
| 1966-67 ..... | 285,316   | 274,733   |
| 1967-68 ..... | 363,383   | 797,049   |



### Chapitre 3 LE «MILIEU» DE LA FAILLITE

#### Le Syndic

La Loi sur la faillite prévoit la nomination d'un syndic pour administrer l'actif d'un failli ou, dans le cas d'une proposition concordataire, de mettre ses termes à exécution. Toute personne qui désire agir à titre de syndic doit être dûment autorisée par le surintendant des faillites. Les formalités relatives à l'obtention d'une licence sont indiquées dans une autre section du présent rapport (page 16).

Dans le cas d'une cession volontaire par un failli, la nomination du syndic est faite tout d'abord par le séquestre officiel qui doit tenir compte des désirs des créanciers principaux. Dans le cas d'une pétition en vue d'une ordonnance de séquestre, le nom du syndic est proposé dans la pétition. Ces nominations sont plus tard soumises à la ratification par l'assemblée des créanciers. Les procédures d'une proposition sont entamées (dans le cas d'une personne insolvable) par la présentation d'une copie de la proposition à un syndic autorisé, et (dans le cas d'un failli) au syndic de l'actif. Le syndic agissant alors à l'égard d'une proposition serait normalement celui que demande le débiteur.

En vertu du paragraphe (1) de l'article 8 de la Loi sur la faillite, le syndic est tenu de fournir au séquestre officiel un cautionnement garantissant qu'il rendra régulièrement compte des biens qu'il aura reçus et exercera une surveillance à cet égard et qu'il remplira diligemment et fidèlement ses devoirs. Le montant de la garantie peut être augmenté ou réduit par le séquestre officiel.

Le syndic doit prendre possession des biens du failli et en établir un inventaire. En vertu du paragraphe (3) de l'article 8 de la Loi sur la faillite, le syndic est, à l'égard de ces biens, dans la même position que s'il était un séquestre aux biens nommé par le tribunal.

Dans l'administration des actifs, on exige comme condition importante que les livres et registres appropriés soient bien tenus. Ces registres sont la propriété de l'actif. Advenant un changement de syndic, tous ces livres et registres doivent être remis au syndic substitué. Les registres peuvent être inspectés en tout temps et le surintendant des faillites, le failli ou un créancier peuvent en faire des copies à toute heure raisonnable. Le syndic doit faire rapport de son administration aux inspecteurs de l'actif et aux créanciers, de même qu'au surintendant des faillites, lorsqu'il en est requis.

Les pouvoirs et obligations du syndic à l'égard d'un actif sont très vastes. Il est orienté par les inspecteurs et conseillé sur toute question juridique par l'avocat de l'actif. Lorsque le syndic ne connaît pas exactement les procédures à suivre au cours d'une administration, il peut demander des instructions au tribunal.

On parle de la rémunération du syndic à l'article 17 de la Loi sur la faillite. Lorsque sa rémunération n'a pas été votée par une résolution ordinaire lors d'une assemblée de

créanciers, le syndic peut retenir pour sa rémunération une somme ne dépassant pas 7 1/2 p. 100 du montant qui subsiste de la réalisation des biens après que les réclamations des créanciers garantis ont été payées ou acquittées. Une rémunération spéciale peut être versée lorsque les affaires du débiteur ont été conduites par le syndic.

Si le syndic, un créancier ou le débiteur en font la demande au tribunal, celui-ci peut rendre une ordonnance augmentant ou réduisant la rémunération.

Lorsqu'un syndic a complété l'exécution des devoirs dont il a été chargé dans l'administration des biens du failli, il doit adresser une demande de libération au tribunal (article 19(1)).

Le syndic doit également faire enquête à l'égard des affaires et de la conduite du failli. Il doit donner une opinion quant à savoir s'il y a eu une disparition importante d'éléments d'actif et en même temps énoncer les raisons principales de la faillite. Ce rapport est utilisé par le tribunal pour déterminer si le failli doit obtenir, lors de sa demande, une libération sans condition. Lorsqu'il existe une preuve d'infraction en vertu de la Loi sur la faillite ou du Code criminel, il est du devoir du syndic de faire rapport de ces faits au surintendant des faillites.

La conduite professionnelle et morale des syndics est en tout temps sous la surveillance de la Direction des faillites, et, afin d'établir des directives à cet égard, une série de bulletins a été délivrée par le surintendant des faillites pour indiquer les normes de conduite acceptables.

*Renvoi* : Appendice, page 49, liste actuelle des Bulletins aux syndics.

### Pratiques Relatives à l'Octroi de Licences

La pratique du gouvernement fédéral quant à l'octroi des licences de syndics remonte à l'établissement de la Direction des faillites. Au début, seul le nombre des nouvelles licences était soumis à un contrôle. En 1950, cette pratique fut abandonnée et remplacée par la «politique de la porte ouverte». Il n'y avait aucune restriction quant au nombre de syndics et tout requérant possédant les qualités requises et remplissant les conditions énoncées par le ministère pouvait recevoir une licence. Au cours des années, un certain nombre de critères ont été établis touchant les qualités que l'on exige des syndics.

En 1965, on a instauré un moratoire quant à la délivrance de nouvelles licences. Un comité a été nommé en février 1966 pour donner des conseils sur la législation en matière de faillite. Le rapport de ce comité, lorsqu'il sera rédigé, comprendra des recommandations sur la pratique à suivre à l'avenir pour l'octroi des licences de syndics.

En attendant les conclusions de ce comité, une mesure provisoire fut introduite à la fin de 1967, dont le but était de relever les normes acceptables à l'égard des syndics.

Toute demande de licence doit être d'abord déposée au bureau du surintendant des faillites. Celui-ci tient compte des ressources du requérant, de son instruction et de ses aptitudes, et les compare avec les normes minimales du ministère.

Les candidats doivent également démontrer qu'ils sont aptes à diriger et qu'ils possèdent du jugement.

Tous les requérants doivent maintenant comparaître devant un jury d'examen. Le jury est composé de 4 membres dont 2 appartiennent à la Direction des faillites, alors que les autres sont choisis dans les régions en cause à travers le Canada. Les dernières auditions ont eu lieu au printemps de 1968, et un jury s'est réuni pour les régions suivantes:

- Les Maritimes
- Le Québec
- L'Ontario
- Les Prairies
- La Colombie-Britannique

Une licence est délivrée pour un ou des districts de faillites (des provinces) ou toute partie du district où le syndic a le droit d'agir. Toutes les licences expirent le 31 décembre de chaque année mais peuvent être renouvelées d'année en année.

Le ministre, après avoir reçu un rapport du surintendant sur la réputation et les qualités du requérant, peut, s'il juge que le public en tirera profit, autoriser l'émission d'une licence.

Un droit de licence de même qu'un cautionnement pour l'accomplissement des fonctions en général doivent être déposés par le syndic auprès du surintendant des faillites lors de l'octroi de sa licence. Un droit est exigé chaque année pour le renouvellement de la licence.

TABLEAU V - ANALYSE DE L'ÉMISSION DE LICENCES DE SYNDIC POUR LA PÉRIODE ALLANT DE 1950 AU 31 DÉCEMBRE 1967

| Année | Licences en vigueur au 1 <sup>er</sup> jan. | Émissions nouvelles | LICENCES RETIRÉES                    |                            |       | LICENCES EN VIGUEUR |                                 |       |
|-------|---|---------------------|--------------------------------------|----------------------------|-------|---------------------|---------------------------------|-------|
|       |   |                     | Pour cause de décès, démission, etc. | Sur décision ministérielle | Total | Sans conditions     | Restreinte aux dossiers en main | Total |
| 1950  | 199   | 17                  | 19                                   |                            | 19    | 0                   | 0                               | 197   |
| 1951  | 197   | 16                  | 19                                   |                            | 19    | 0                   | 0                               | 194   |
| 1952  | 194   | 50                  | 14                                   |                            | 14    | 229                 | 1                               | 230   |
| 1953  | 230   | 24                  | 14                                   |                            | 14    | 238                 | 2                               | 240   |
| 1954  | 240   | 29                  | 14                                   |                            | 14    | 253                 | 2                               | 255   |
| 1955  | 255   | 39                  | 16                                   |                            | 16    | 277                 | 1                               | 278   |
| 1956  | 278   | 35                  | 11                                   |                            | 11    | 300                 | 2                               | 302   |
| 1957  | 302   | 26                  | 16                                   |                            | 16    | 309                 | 3                               | 312   |
| 1958  | 312   | 28                  | 19                                   |                            | 19    | 321                 | 0                               | 321   |
| 1959  | 321   | 30                  | 13                                   | 3                          | 16    | 334                 | 1                               | 335   |
| 1960  | 335   | 23                  | 11                                   | 1                          | 12    | 339                 | 7                               | 346   |
| 1961  | 346   | 40                  | 13                                   | 2                          | 15    | 359                 | 12                              | 371   |
| 1962  | 371   | 54                  | 15                                   | 1                          | 16    | 395                 | 14                              | 409   |
| 1963  | 409   | 71                  | 16                                   | 0                          | 16    | 445                 | 19                              | 464   |
| 1964  | 464   | 65                  | 5                                    | 4                          | 9     | 507                 | 13                              | 520   |
| 1965  | 520   | 25                  | 13                                   | 4                          | 17    | 509                 | 19                              | 528   |
| 1966  | 528   | nil                 | 25                                   | 3                          | 28    | 462                 | 38                              | 500   |
| 1967  | 500   | 1                   | 15                                   | 1                          | 16    | 445                 | 40                              | 485   |

### Séquestres officiels

Les principales fonctions des séquestres officiels sont les suivantes:

1. Accepter pour dépôt les cessions en matière de faillite des débiteurs insolvable.
2. Présider la première assemblée des créanciers au cours de laquelle les affaires du débiteur sont examinées et le syndic confirmé dans ses fonctions.
3. Fixer le montant du cautionnement, qui doit être déposé auprès du séquestre officiel par le syndic, garantissant l'accomplissement fidèle de ses fonctions et responsabilités.
4. Interroger le débiteur sous serment à l'égard de sa conduite, des causes de sa faillite et de l'aliénation de ses biens.

La Loi sur la faillite prévoit la nomination des séquestres officiels par le Gouverneur-en-Conseil. Au 30 juin 1968, il y avait soixante-deux séquestres officiels en poste dans le pays. Dans bien des cas, les personnes nommées sont choisies parmi celles qui détiennent des postes administratifs aux tribunaux provinciaux. En l'occurrence, on obtient l'assentiment de l'autorité provinciale en cause pour la nomination.

Les fonctionnaires en matière de faillite, en poste aux bureaux régionaux de la Direction des faillites à Montréal, Toronto, et Vancouver, sont des personnes possédant la compétence requise pour être nommées à titre de séquestres officiels. Seize de ces fonctionnaires ont été nommés séquestres officiels par le Gouverneur-en-Conseil le 12 juin 1968 pour la division de faillite où se trouvaient leurs bureaux respectifs.

Le 5 janvier 1968, une conférence des séquestres officiels pour la province de l'Ontario a été tenue à Ottawa. Le surintendant des faillites et d'autres membres de la Direction étaient présents et bien des problèmes ayant trait aux fonctions et pratiques des séquestres officiels ont fait l'objet de délibérations. Cette conférence était la première du genre et bien des propositions constructives y ont été présentées.

### Le Registraire

Le registraire en matière de faillite, nommé par le juge en chef de chaque province, est un membre du tribunal qui a juridiction en matière de faillite. Il remplit certaines fonctions administratives mais il a surtout une fonction judiciaire.

Il peut entendre toutes les demandes sans opposition soumises au tribunal et rendre des décisions. Ces demandes peuvent comprendre un éventail allant des pétitions en vue d'une ordonnance de séquestre jusqu'aux libérations de faillis et de syndics. Il doit examiner les comptes du syndic et taxer les honoraires des avocats pour services rendus aux actifs. Il peut rendre des ordonnances provisoires en cas d'urgence et se tient à la disposition du séquestre officiel afin de régler des questions douteuses.

Les décisions du registraire peuvent faire l'objet d'un appel à un juge de la Cour.

### La Cour

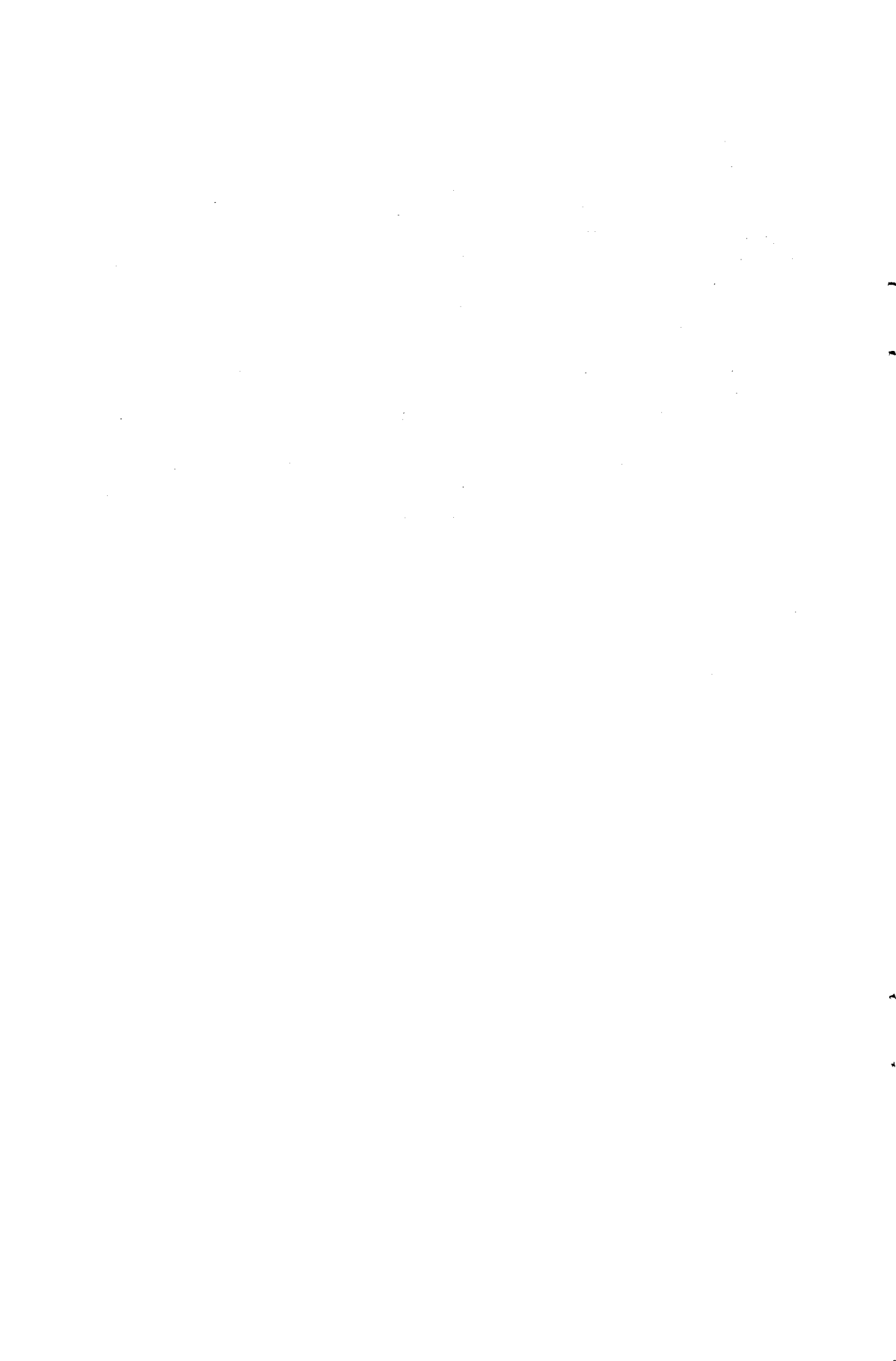
Le mot «cour» est défini dans la Loi sur la faillite comme étant la cour ayant juridiction en matière de faillite ou un juge de pareille cour, et comprend un registraire

lorsqu'il exerce les pouvoirs de la cour qui lui sont conférés sous l'autorité de ladite Loi. Dans un article plus récent, la Loi donne juridiction en matière de faillite à la cour supérieure de chaque province. Ces tribunaux spécifiquement désignés, ont non seulement juridiction en droit, mais également en équité, lorsqu'ils exercent leur juridiction originale, auxiliaire ou subordonnée en matière de faillite. La Loi investit également les diverses cours d'appel et cette même juridiction en droit et en équité de juger les appels interjetés des tribunaux ayant juridiction originale dans les limites de leur juridiction respective. La Cour suprême du Canada a juridiction pour entendre tout appel autorisé suivant sa procédure ordinaire.

Un seul juge de la cour de juridiction originale peut exercer les pouvoirs judiciaires conférés par la Loi sur la faillite, y compris ceux qui sont spécifiquement assignés au registraire. Une ordonnance rendue par un tribunal doit être exécutée par les tribunaux ayant juridiction en matière de faillite ailleurs au Canada, en tous points de la même manière que si l'ordonnance avait été rendue par le tribunal tenu de l'exécuter. Un mandat d'une cour peut être exécuté par tout le Canada. Un tribunal peut reviser, rescinder ou modifier toute ordonnance qu'il a rendue en vertu de sa juridiction en matière de faillite.

Au début de l'année 1968, une conférence des juges siégeant en matière de faillite fut convoquée dans la ville de Montréal afin de discuter des problèmes judiciaires en matière de faillite.

La Direction des faillites s'empressa de seconder les juges en organisant le côté administratif de cette conférence.





## Chapitre 4 PLAINTES ET ENQUÊTES

### Plaintes

Le règlement des plaintes constitue un aspect important de l'activité de la Direction des faillites. Des 481 plaintes reçues en 1967, 242 étaient adressées contre les syndicats et 210 contre les débiteurs. (Voir l'analyse de ces plaintes au tableau ci-après). L'ensemble des plaintes comprend des allégations d'irrégularités et d'infractions commises contre la Loi sur la faillite ou contre toute autre Loi du Parlement. La plupart des plaintes proviennent des créanciers.

Voici un sommaire des plaintes de 1967:

|   |                   |
|---|-------------------|
| Plaintes en suspens au 1 <sup>er</sup> janvier 1967 .....         | 197               |
| <i>Ajouter:</i> Nouvelles plaintes inscrites durant l'année ..... | <u>481</u>        |
|   | 678               |
| <i>Déduire:</i> Plaintes réglées en 1967 .....                    | <u>342</u>        |
| Non encore réglées au 31 décembre 1967 .....                      | <u><u>336</u></u> |

### *Analyse des plaintes – 1967*

| Nature de la plainte             | Contre les Syndics | Contre les Débiteurs | Contre d'autres Personnes | Total      |
|----------------------------------|--------------------|----------------------|---------------------------|------------|
| Négligence .....                 | 145                | 7                    | 4                         | 156        |
| Inconvenance et inconduite ..... | 70                 | 60                   | 14                        | 144        |
| Fraude .....                     | 27                 | 143                  | 11                        | 181        |
| <b>Total</b> .....               | <b>242</b>         | <b>210</b>           | <b>29</b>                 | <b>481</b> |

### Enquêtes

Quelques-unes de ces plaintes sont suffisamment graves pour justifier la tenue d'enquêtes sur place. Au cours de l'année, le surintendant des faillites a procédé à 320 enquêtes.

Sous ce rapport, la Direction des faillites collabore avec d'autres ministères et organismes du gouvernement et reçoit leur aide. La Gendarmerie royale du Canada et les autorités provinciales font des arrangements avec la Direction en vue de coordonner leurs

tâches respectives pour le dépistage d'actes criminels et d'infractions. C'est dans le domaine des enquêtes que nos bureaux régionaux ont joué un rôle important.

*Sommaire des enquêtes – 1967*

|  | En main<br>au 1-1-67 | Commencées<br>durant<br>l'année | Terminées<br>durant<br>l'année | En main<br>au 31-12-67 |
|--|----------------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------------|
| <b>1. Bureaux régionaux</b>                  |                      |                                 |                                |                        |
| Montréal .....                               | 0                    | 138                             | 38                             | 100                    |
| Toronto .....                                | 0                    | 65                              | 14                             | 51                     |
| Vancouver .....                              | 0                    | 16                              | 10                             | 6                      |
| <b>2. Gendarmerie Royale du Canada .....</b> | <b>104</b>           | <b>101</b>                      | <b>115</b>                     | <b>90</b>              |
| <b>Total .....</b>                           | <b>104</b>           | <b>320</b>                      | <b>177</b>                     | <b>247</b>             |

*Résultats des enquêtes terminées en 1967*

|   |            |
|---|------------|
| Aide accordée à d'autres organismes .....           | 27         |
| Plaintes non fondées et preuves insuffisantes ..... | 120        |
| Poursuites intentées .....                          | <u>30</u>  |
| Total des enquêtes terminées en 1967 .....          | <u>177</u> |

## Chapitre 5 POURSUITES JUDICIAIRES

### Arrangements avec les Provinces

C'est au ministère fédéral de la Justice qu'il appartient d'intenter des poursuites en vertu de la Loi sur la faillite, alors que les procureurs généraux provinciaux, dont relève l'administration de la justice dans leurs provinces respectives, s'occupent des poursuites qui sont intentées en vertu du Code criminel.

Il y a eu une grande amélioration de l'application de la Loi sur la faillite dans tout le Canada, grâce à la co-ordination entre gouvernements fédéraux et provinciaux relativement aux enquêtes et poursuites intentées à l'égard des infractions et actes criminels se rattachant aux faillites.

En 1967, les tribunaux ont entendu 30 causes comportant, au total, 101 chefs d'accusation en vertu de la Loi sur la faillite et du Code criminel. Les résultats de ces chefs d'accusation se résument ainsi:

|   |            |
|---|------------|
| Condamnations obtenues . . . . .  | 14         |
| Accusations rejetées — preuves insuffisantes . . . . .                      | 14         |
| Accusations retirées — condamnation pour d'autres infractions . . . . .     | 6          |
| Accusations en suspens devant les tribunaux — au 31 décembre 1967 . . . . . | <u>67</u>  |
|   | <u>101</u> |

Le détail des accusations portées en vertu de divers articles de la Loi sur la faillite et du Code criminel figure au tableau "VI".

**TABLEAU VI – DÉTAIL DES ACCUSATIONS PORTÉES  
EN VERTU DE LA LOI SUR LA FAILLITE ET DU CODE CRIMINEL  
DURANT L'ANNÉE 1967**

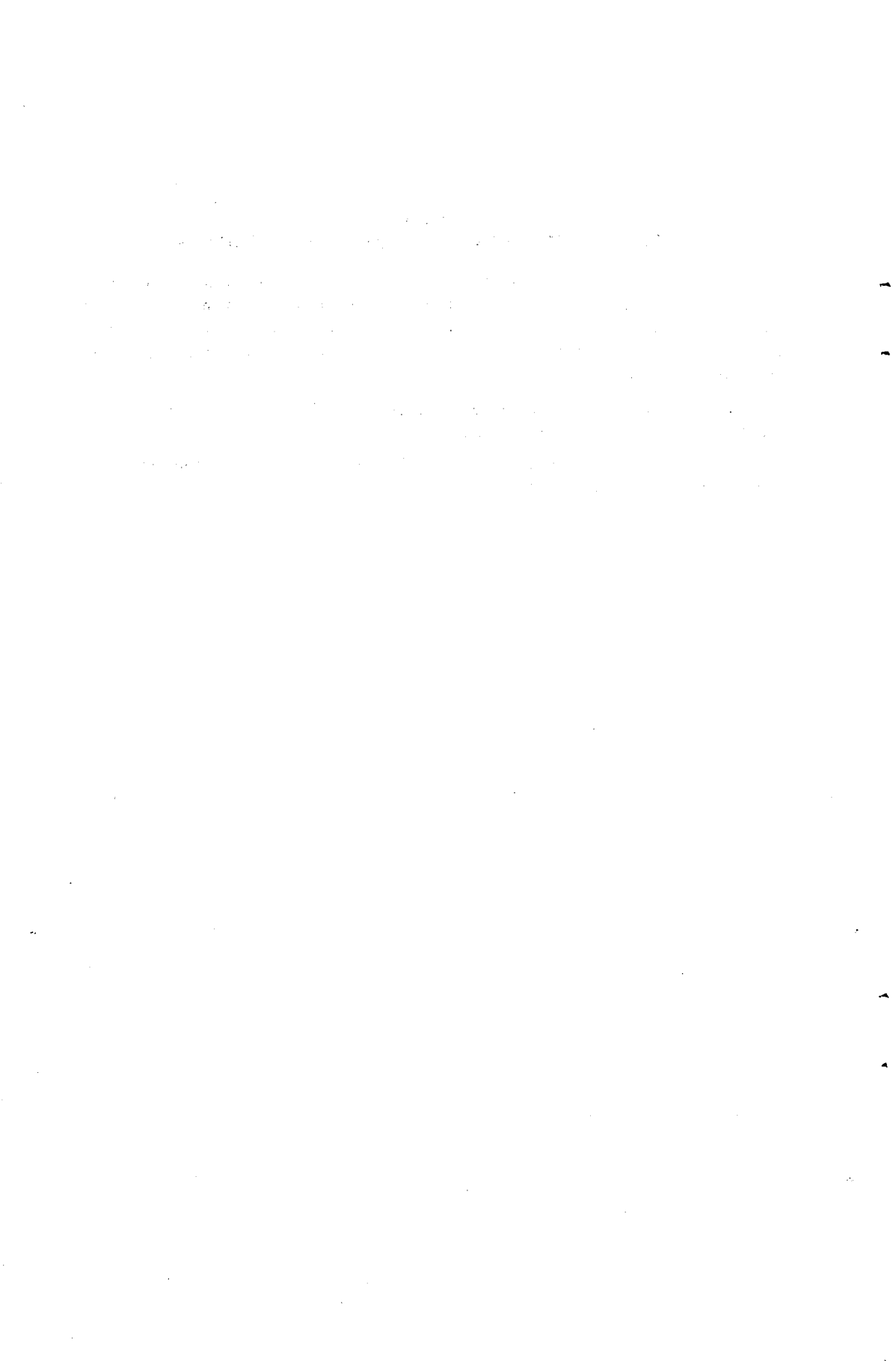
| Article        |   | Nombre d'accusations |     |
|----------------|---|----------------------|-----|
|                | <b>Loi sur la faillite</b>  |                      |     |
| 156 (a)        | Omission de la part du failli d'accomplir les devoirs que la Loi sur la faillite exige de lui (Article 117) . . . . . | 16                   |     |
| 156 (b)        | Disposition frauduleuse des biens . . . . .   | 4                    |     |
| 156 (c)        | Interrogatoires du failli . . . . .   | 3                    |     |
| 156 (d)        | Fausse inscriptions dans les livres et sur les documents . . . . .  | 4                    |     |
| 156 (g)        | Failli cache ou transporte frauduleusement quelques biens . . . . .   | 2                    |     |
| 157 (a) et (b) | Failli non libéré qui entreprend un commerce. . . . .   | 13                   |     |
| 158            | Failli qui ne tient pas des livres de comptabilité convenables . . . . .  | 2                    |     |
| 159            | Créancier qui fait une fausse réclamation . . . . .   | <u>1</u>             |     |
|                | Total: . . . . .  |                      | 45  |
|                | <b>Code criminel</b>  |                      |     |
| 112            | Parjure . . . . .   | 1                    |     |
| 120            | Méfait public . . . . .   | 1                    |     |
| 280            | Vol . . . . .   | 5                    |     |
| 282            | Abus de confiance . . . . .   | 1                    |     |
| 296            | Avoir en sa possession des biens criminellement obtenus . . . . .   | 2                    |     |
| 304            | Obtention de crédit par de fausses allégations. . . . .   | 3                    |     |
| 311            | Emploi de faux documents . . . . .  | 3                    |     |
| 323            | Fraude . . . . .  | 3                    |     |
| 335            | Aliénation de biens avec l'intention de frauder des créanciers. . . . .   | 19                   |     |
| 340            | Falsification de livres et documents . . . . .  | 2                    |     |
| 345            | Omission par un commerçant de tenir des comptes . . . . .   | 6                    |     |
| 346            | Supposition de personne . . . . .   | 2                    |     |
| 408            | Complot . . . . .   | <u>8</u>             |     |
|                | Total . . . . .   |                      | 56  |
|                | Grand Total . . . . .   |                      | 101 |

**Chapitre 6**  
**DIVIDENDES NON RÉCLAMÉS ET FONDS NON DISTRIBUÉS**

Avant de procéder à sa libération, un syndic doit, en vertu de l'article 113(1) de la Loi sur la faillite, adresser au surintendant, pour qu'ils soient déposés chez le Receveur général du Canada, tous les dividendes non réclamés et les fonds non distribués qui restent entre ses mains, et il doit fournir une liste des noms et des adresses postales des créanciers qui ont droit à ces fonds.

L'article 113(2) déclare que le Receveur général doit, à la demande d'un créancier, lui verser le dividende approprié, tel qu'indiqué sur la liste du syndic.

L'accumulation des fonds déposés chez le Receveur général atteint approximativement \$465,000 au 1<sup>er</sup> juillet 1968.

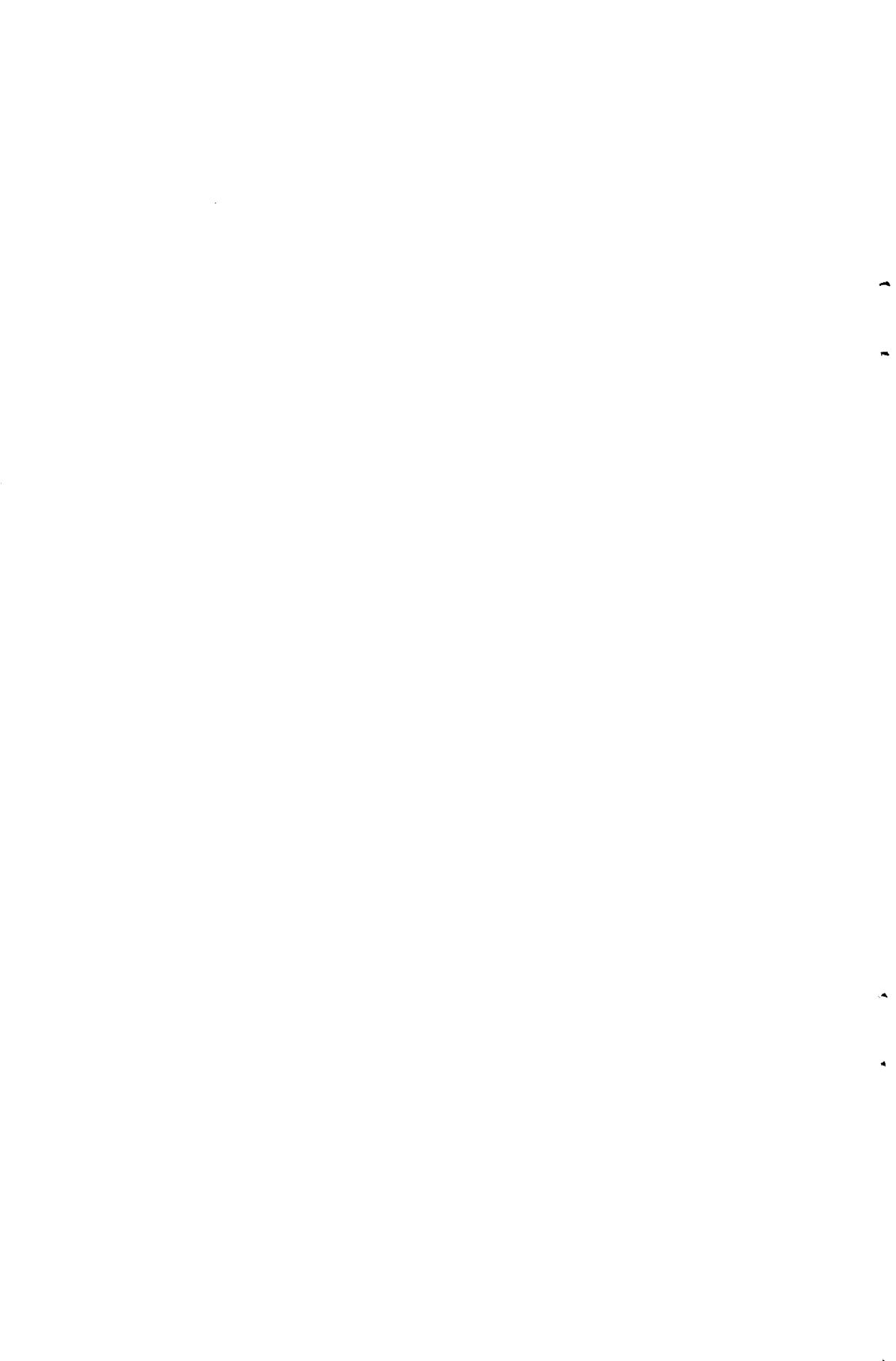


**Chapitre 7**  
**INDEX DES NOMS DES ADMINISTRATEURS ET OFFICIERS**  
**DES CORPORATIONS EN FAILLITE**

Depuis 1967, le bureau principal de la Direction des faillites maintient un index des noms et adresses des officiers et administrateurs de corporations en faillite. Cet index contient également les listes de noms des personnes responsables de l'administration journalière de ces compagnies.

On y trouve environ 3,000 noms de particuliers, avec des renvois à un nombre estimatif de 1,000 corporations.

Toute personne peut obtenir ces renseignements en écrivant au surintendant des faillites, à Ottawa.





## Chapitre 8

### DONNÉES STATISTIQUES ANNUELLES ET TABLEAUX

On remarquera dans les tableaux reproduits aux pages suivantes qu'en 1967, 4,023 nouveaux actifs en faillite ont été signalés et que 253 propositions aux créanciers ont été ratifiées par les tribunaux. On évalue à \$161,171,000 la perte totale pour les créanciers à l'égard de ces actifs dans tout le Canada. Les provinces de Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique se partagent \$146,767,000 de ce déficit.

Parmi les cas signalés, on compte 2,474 faillites commerciales. Le tableau VIII-6 indique que 41.88 p. 100 de celles-ci étaient dans le domaine des commerces de gros et de détail. De brefs commentaires à l'égard de chacun de ces tableaux sont donnés ci-dessous.

#### Notes sur les Données statistiques

*Le Tableau VII*, présente une analyse comparative des faillites et des propositions signalées, de celles dont l'administration s'est terminée ou a été reportée à l'année suivante, pour chacune des années allant de 1933 à 1967. Le nombre des actifs signalés a diminué et la tendance à la baisse a commencé en 1965. Pour la seconde fois depuis 1946, il y eut une diminution du nombre d'administrations reportées à la fin de l'année.

La diminution du nombre d'actifs signalés de 4,963 en 1966 à 4,276 en 1967 est accompagnée d'une réduction du passif total déclaré, de 448 millions à 367 millions de dollars et d'une diminution du déficit total prévu de 244 millions à 161 millions de dollars.

*Le Graphique II*, illustre le nombre de faillites et de propositions signalées au Canada et dans les provinces de l'Ontario et du Québec au cours des onze dernières années.

*Le Tableau VIII*, indique le nombre total de faillites et de propositions signalées dans chaque province au cours de l'année. Il est bon de remarquer que la seule modification importante entre le pourcentage du nombre d'actifs et le pourcentage des déficits se produit dans les provinces de l'Ontario et du Québec.

*Les Tableaux VIII-1, VIII-2 et VIII-3*, donnent le nombre de faillites commerciales et non commerciales de même que les propositions dans chaque province. Les chiffres de ces 3 tableaux réunis appuient ceux donnés au tableau VIII.

*Le Tableau VIII-4*, donne le nombre total de faillites par corporations, commerces non constitués en corporations, et faillites de particuliers ou de salariés.

Parmi les 2,474 faillites commerciales signalées, 269 ou 11 p. 100 ont été la conséquence d'ordonnances de séquestre. Seulement 41, moins de 3 p. 100 des 1,549 faillites non commerciales ont résulté d'ordonnances de séquestre.

*Le Tableau VIII-5, donne une répartition, par province, des faillites de cautions.*

*Le Tableau VIII-6, donne une répartition du nombre de faillites commerciales, par genre d'industries.*

*Le Tableau VIII-7, donne le nombre de faillites divisées par importance du passif déclaré. La majorité des faillites signalées ont un passif total variant entre \$5,000 et \$25,000.*

TABLEAU VII – ANALYSE COMPARATIVE DES ACTIFS SIGNALÉS,  
DES ADMINISTRATIONS COMPLÉTÉES OU REPORTÉES POUR LES ANNÉES CIVILES  
ALLANT DE 1933 à 1967

| Année                                  | Actifs signalés | Administrations complétées | Administrations reportées |
|--|-----------------|----------------------------|---------------------------|
| 1933 .....                             | 2,608           | 850                        | 1,758                     |
| 1934 .....                             | 1,411           | 1,624                      | 1,545                     |
| 1935 .....                             | 1,263           | 1,198                      | 1,610                     |
| 1936 .....                             | 1,154           | 1,069                      | 1,695                     |
| 1937 .....                             | 967             | 1,149                      | 1,513                     |
| 1938 .....                             | 1,074           | 1,098                      | 1,489                     |
| 1939 .....                             | 1,109           | 1,119                      | 1,479                     |
| 1940 .....                             | 1,003           | 1,084                      | 1,398                     |
| 1941 .....                             | 918             | 981                        | 1,335                     |
| 1942 .....                             | 725             | 879                        | 1,181                     |
| 1943 .....                             | 416             | 675                        | 922                       |
| 1944 .....                             | 273             | 468                        | 727                       |
| 1945 .....                             | 264             | 351                        | 640                       |
| 1946 .....                             | 269             | 299                        | 610                       |
| 1947 .....                             | 509             | 320                        | 799                       |
| 1948 .....                             | 799             | 450                        | 1,148                     |
| 1949 .....                             | 1,045           | 672                        | 1,521                     |
| 1950 .....                             | 1,275           | 678                        | 2,118                     |
| 1951 .....                             | 1,349           | 993                        | 2,474                     |
| 1952 .....                             | 1,434           | 1,195                      | 2,713                     |
| 1953 .....                             | 1,617           | 1,256                      | 3,074                     |
| 1954 .....                             | 2,265           | 1,336                      | 4,003                     |
| 1955 .....                             | 2,414           | 1,434                      | 4,983                     |
| 1956 .....                             | 2,849           | 953                        | 6,879                     |
| 1957 .....                             | 3,486           | 2,255                      | 8,110                     |
| 1958 .....                             | 3,229           | 3,361                      | 7,978                     |
| 1959 .....                             | 3,238           | 2,923                      | 8,293                     |
| 1960 .....                             | 3,641           | 2,826                      | 9,108                     |
| 1961 .....                             | 3,511           | 2,950                      | 9,669                     |
| 1962 .....                             | 4,297           | 2,774                      | 11,194                    |
| 1963 .....                             | 5,189           | 2,829                      | 13,554                    |
| 1964 .....                             | 5,333           | 2,754                      |                           |
| Propositions et redressement antérieur | 3,229           | 218                        | 19,144                    |
| 1965 .....                             | 5,023           | 4,547                      |                           |
| Propositions .....                     | 256             | 244                        | 19,632                    |
| 1966 .....                             | 4,677           | 4,072                      |                           |
| Propositions .....                     | 286             | 396                        | 20,127                    |
| 1967 .....                             | 4,023           | 5,739                      |                           |
| Propositions .....                     | 253             | 380                        | 18,284                    |

GRAPHIQUE II  
TOTAL DES ACTIFS SIGNALÉS AUX TERMES DE LA LOI SUR LA FAILLITE  
POUR LES ANNÉES 1957 À 1967

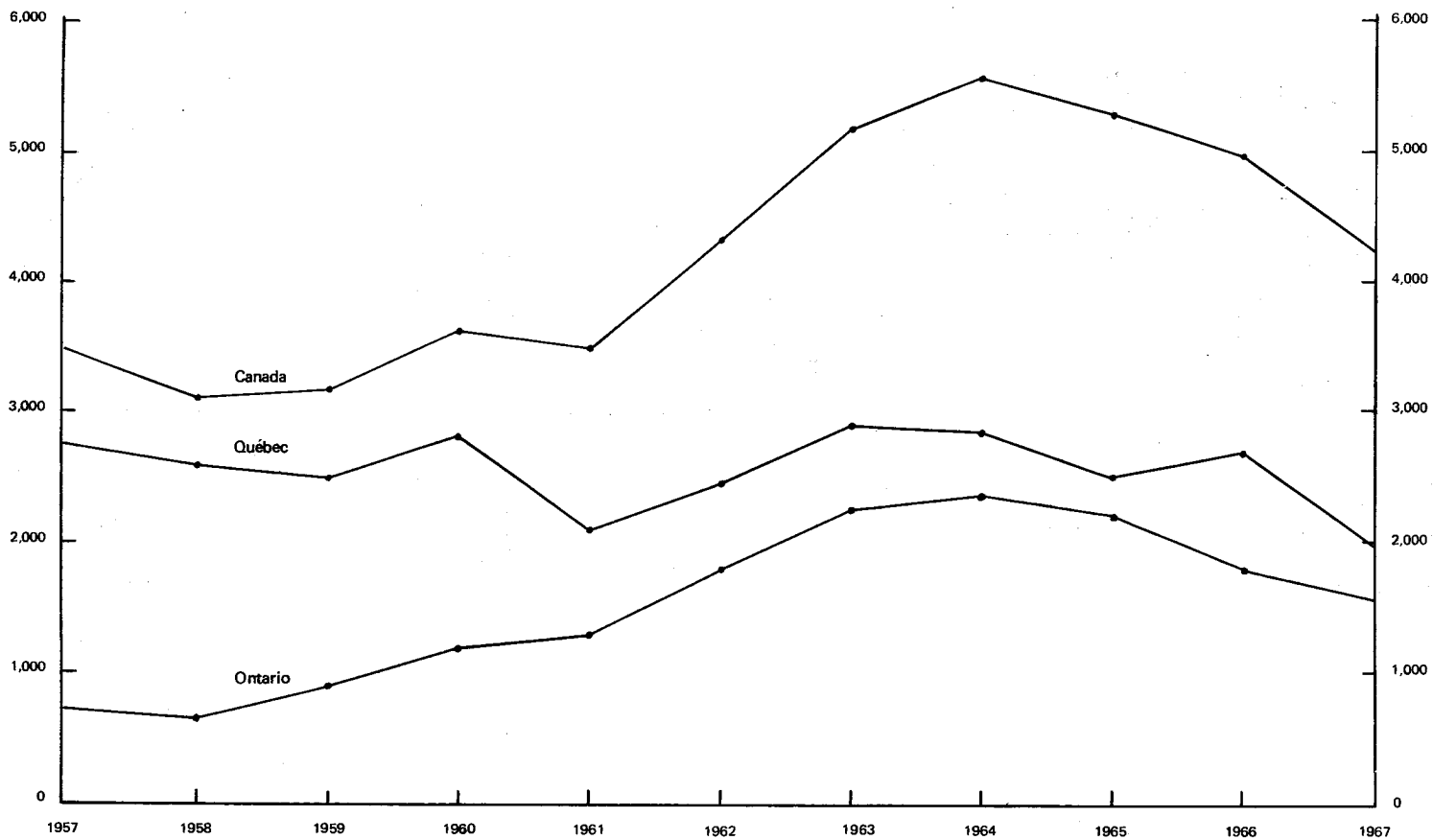


TABLEAU VIII – TOTAL DES FAILLITES ET DES PROPOSITIONS SIGNALÉES EN 1967

| Province                   | Pourcentage des actifs | Total des actifs | Total des éléments actif (en milliers de dollars) | Total des passifs (en milliers de dollars) | Total des déficits (en milliers de dollars) | Pourcentage des déficits |
|----------------------------|------------------------|------------------|---|--|---|--------------------------|
| Terre-Neuve .....          | .16                    | 7                | 3,916   | 4,439                                      | 523   | .32                      |
| Île-du-Prince-Édouard .... | .14                    | 6                | 4,259   | 5,697                                      | 1,438                                       | .89                      |
| Nouvelle-Écosse .....      | .68                    | 29               | 1,088   | 1,956                                      | 868   | .54                      |
| Nouveau-Brunswick .....    | .49                    | 21               | 561   | 1,151                                      | 590   | .37                      |
| Québec .....               | 50.21                  | 2,147            | 135,295   | 203,140                                    | 67,845                                      | 42.09                    |
| Ontario .....              | 38.61                  | 1,651            | 40,539  | 114,209                                    | 73,670                                      | 45.71                    |
| Manitoba .....             | 2.01                   | 86               | 7,223   | 14,298                                     | 7,075                                       | 4.39                     |
| Saskatchewan .....         | 1.33                   | 57               | 1,071   | 2,666                                      | 1,595                                       | .99                      |
| Alberta .....              | 2.53                   | 108              | 1,473   | 3,788                                      | 2,315                                       | 1.44                     |
| Colombie-Britannique ....  | 3.84                   | 164              | 10,547  | 15,799                                     | 5,252                                       | 3.26                     |
| <b>Total .....</b>         | <b>100.00</b>          | <b>4,276</b>     | <b>205,972</b>                                    | <b>367,143</b>                             | <b>161,171</b>                              | <b>100.00</b>            |

Remarque: Les éléments actif et les passifs sont ceux qui sont déclarés par les débiteurs et ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.

GRAPHIQUE III  
FAILLITES ET PROPOSITIONS SIGNALÉES EN 1967  
(DANS TOUT LE CANADA 4,276)

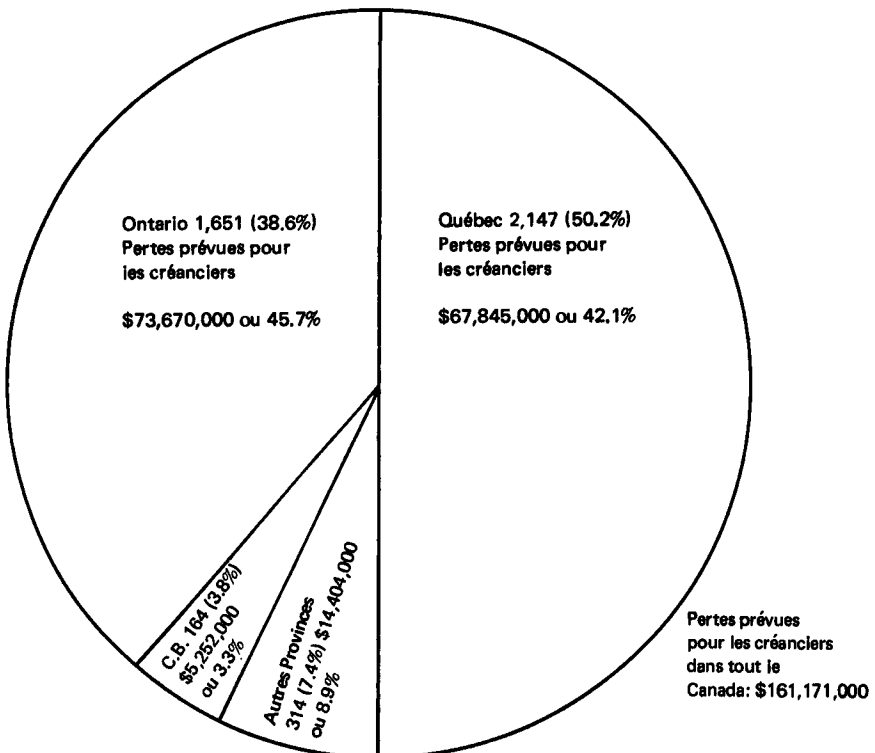


TABLEAU VIII-1 – FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES EN 1967

| Province                    | Total des actifs | Aucun élément d'actif | Avec éléments d'actif de valeur nominale | Éléments d'actif de plus de \$500 | Faillites ou propositions antérieures | Éléments d'actif non donnés en garantie | Éléments d'actif donnés en garantie pour des passifs garantis | Passifs privilégiés | Autres passifs non garantis | Total des passifs |
|-----------------------------|------------------|-----------------------|--|-----------------------------------|---------------------------------------|---|---|---------------------|-----------------------------|-------------------|
| Terre-Neuve .....           | 5                | —                     | —  | 5                                 | —                                     | \$ 1,629,182                            | \$ 1,916,001  | \$ 140,033          | \$ 1,699,818                | \$ 3,755,852      |
| Île-du-Prince-Édouard ..... | 4                | —                     | 1  | 3                                 | 1                                     | 569,504                                 | 430,062   | 23,859              | 762,736                     | 1,216,657         |
| Nouvelle-Écosse .....       | 15               | 4                     | 1  | 10                                | 1                                     | 221,382                                 | 374,565   | 27,484              | 723,781                     | 1,125,830         |
| Nouveau-Brunswick .....     | 14               | 3                     | —  | 11                                | 1                                     | 314,381                                 | 218,386   | 27,346              | 779,104                     | 1,024,836         |
| Québec .....                | 1,335            | 203                   | 189                                      | 943                               | 237                                   | 40,303,470                              | 40,262,574  | 5,041,816           | 82,540,598                  | 127,844,988       |
| Ontario .....               | 831              | 268                   | 181                                      | 382                               | 57                                    | 12,181,000                              | 12,667,521  | 2,182,609           | 71,587,017                  | 86,437,147        |
| Manitoba .....              | 62               | 11                    | 10                                       | 41                                | 1                                     | 1,596,508                               | 3,588,100   | 73,516              | 7,434,945                   | 11,096,561        |
| Saskatchewan .....          | 36               | 14                    | 7  | 15                                | 2                                     | 440,408                                 | 572,955   | 83,447              | 1,695,880                   | 2,352,282         |
| Alberta .....               | 75               | 21                    | 14                                       | 40                                | 2                                     | 745,242                                 | 660,552   | 139,094             | 2,389,126                   | 3,188,772         |
| Colombie-Britannique .....  | 97               | 31                    | 5  | 61                                | 4                                     | 1,805,980                               | 2,162,246   | 462,874             | 5,418,519                   | 8,043,639         |
| Total .....                 | 2,474            | 555                   | 408                                      | 1,511                             | 306                                   | \$59,807,057                            | \$62,852,962  | \$8,202,078         | \$175,031,524               | \$246,086,564     |
| Total des actifs .....      | (100%)           | (22%)                 | (17%)                                    | (61%)                             |                                       |   |   |                     |                             |                   |

Remarques: 1. L'expression «éléments d'actif» lorsqu'on l'utilise pour différencier les faillites a trait aux éléments d'actif non grevés.

2. L'expression «éléments d'actif de valeur nominale» signifie ceux qui sont inférieurs à \$500.

3. Les montants en dollars visant les éléments d'actif et les passifs sont ceux qui sont déclarés par les débiteurs et ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.

TABLEAU VIII-2 – FAILLITES NON COMMERCIALES – 1967

| Province                      | Total des actifs | Aucun élément d'actif | Avec éléments d'actif de valeur nominale | Éléments d'actif de plus de \$500 | Faillites ou propositions antérieures | Éléments d'actif non donnés en garantie | Éléments d'actif donnés en garantie pour des passifs garantis | Passifs privilégiés | Autres passifs non garantis | Total des passifs   |
|-------------------------------|------------------|-----------------------|--|-----------------------------------|---------------------------------------|---|---|---------------------|-----------------------------|---------------------|
| Terre-Neuve .....             | —                | —                     | —  | —                                 | —                                     | —                                       | —   | —                   | —                           | —                   |
| Île-du-Prince-Édouard .....   | 1                | 1                     | —  | —                                 | —                                     | —                                       | —   | —                   | \$ 4,254                    | \$ 4,254            |
| Nouvelle-Écosse .....         | 9                | 7                     | 1  | 1                                 | —                                     | \$ 5,561                                | \$ 23,943   | \$ 120              | 55,270                      | 79,333              |
| Nouveau-Brunswick .....       | 6                | 3                     | 1  | 2                                 | —                                     | 1,800                                   | 1,740   | 1,152               | 55,318                      | 58,210              |
| Québec .....                  | 634              | 255                   | 245                                      | 134                               | 86                                    | 1,636,685                               | 4,124,347   | 269,401             | 12,330,058                  | 16,723,806          |
| Ontario .....                 | 767              | 495                   | 208                                      | 64                                | 22                                    | 231,175                                 | 1,799,894   | 510,250             | 8,834,598                   | 11,144,742          |
| Manitoba .....                | 23               | 9                     | 9  | 5                                 | —                                     | 72,271                                  | 37,116  | 3,366               | 416,741                     | 457,223             |
| Saskatchewan .....            | 18               | 10                    | 2  | 6                                 | —                                     | 15,675                                  | 41,789  | 3,323               | 245,367                     | 290,479             |
| Alberta .....                 | 33               | 20                    | 9  | 4                                 | 1                                     | 13,471                                  | 54,366  | 52,189              | 492,027                     | 598,582             |
| Colombie-Britannique .....    | 58               | 43                    | 8  | 7                                 | 1                                     | 46,045                                  | 155,853   | 66,632              | 782,302                     | 1,004,787           |
| <b>Total .....</b>            | <b>1,549</b>     | <b>843</b>            | <b>483</b>                               | <b>223</b>                        | <b>110</b>                            | <b>\$2,022,683</b>                      | <b>\$6,239,048</b>  | <b>\$906,433</b>    | <b>\$23,215,935</b>         | <b>\$30,361,416</b> |
| <b>Total des actifs .....</b> | <b>(100%)</b>    | <b>(55%)</b>          | <b>(31%)</b>                             | <b>(14%)</b>                      |                                       |   |   |                     |                             |                     |

Remarques: 1. L'expression «éléments d'actif» lorsqu'on l'utilise pour différencier les faillites a trait aux éléments d'actif non grevés.

2. L'expression «éléments d'actif de valeur nominale» signifie ceux qui sont inférieurs à \$500.

3. Les montants en dollars visant les éléments d'actif et les passifs sont ceux qui sont déclarés par les débiteurs et ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.

4. Les chiffres ci-dessus comprennent les statistiques du Tableau VIII-5, c'est-à-dire le montant des prêts garantis pour l'exercice des affaires par des particuliers.

TABLEAU VIII-3 – PROPOSITIONS APPROUVÉES EN 1967

| Province                    | Nombre de propositions approuvées par les tribunaux | Éléments d'actif déclarés | Passifs déclarés    |
|-----------------------------|---|---------------------------|---------------------|
| Terre-Neuve .....           | 2   | \$ 370,535                | \$ 683,474          |
| Île-du-Prince-Édouard ..... | 1   | 3,259,022                 | 4,475,734           |
| Nouvelle-Écosse .....       | 5   | 462,787                   | 751,011             |
| Nouveau-Brunswick .....     | 1   | 25,133                    | 67,999              |
| Québec .....                | 178   | 48,967,090                | 58,571,511          |
| Ontario .....               | 53  | 13,659,599                | 16,626,693          |
| Manitoba .....              | 1   | 1,929,248                 | 2,744,206           |
| Saskatchewan .....          | 3   | 550                       | 23,653              |
| Alberta .....               | —   | —                         | —                   |
| Colombie-Britannique .....  | 9   | 6,376,525                 | 6,750,562           |
| <b>Grand Total .....</b>    | <b>253</b>  | <b>\$75,050,489</b>       | <b>\$90,694,843</b> |

TABLEAU VIII-4 – GENRES DE FAILLITES SIGNALÉES EN 1967

| Province                    | Total         | Faillites commerciales               |  | Faillites de particuliers |
|-----------------------------|---------------|--------------------------------------|--|---------------------------|
|                             |               | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations |                           |
| Terre-Neuve .....           | 5             | 3                                    | 2  | —                         |
| Île-du-Prince-Édouard ..... | 5             | 2                                    | 2  | 1                         |
| Nouvelle-Écosse .....       | 24            | 7                                    | 8  | 9                         |
| Nouveau-Brunswick .....     | 20            | 6                                    | 8  | 6                         |
| Québec .....                | 1,969         | 473                                  | 862                                      | 634                       |
| Ontario .....               | 1,598         | 202                                  | 629                                      | 767                       |
| Manitoba .....              | 85            | 15                                   | 47                                       | 23                        |
| Saskatchewan .....          | 54            | 8                                    | 28                                       | 18                        |
| Alberta .....               | 108           | 19                                   | 56                                       | 33                        |
| Colombie-Britannique .....  | 155           | 42                                   | 55                                       | 58                        |
| <b>Total .....</b>          | <b>4,023</b>  | <b>777</b>                           | <b>1,697</b>                             | <b>1,549</b>              |
| <b>% .....</b>              | <b>(100%)</b> | <b>(19%)</b>                         | <b>(42%)</b>                             | <b>(39%)</b>              |

TABLEAU VIII-5 - FAILLITES DE CAUTIONS SIGNALÉES EN 1967

| Province                    | Nombre des cautions | Éléments d'actif non donnés en garantie | Éléments d'actif donnés en garantie pour des passifs garantis | Passifs privilégiés | Passifs non garantis |
|-----------------------------|---------------------|---|---|---------------------|----------------------|
| Terre-Neuve .....           | —                   | —                                       | —   | —                   | —                    |
| Île-du-Prince-Édouard ..... | —                   | —                                       | —   | —                   | —                    |
| Nouvelle-Écosse .....       | —                   | —                                       | —   | —                   | —                    |
| Nouveau-Brunswick .....     | —                   | —                                       | —   | —                   | —                    |
| Québec .....                | 118                 | \$ 708,452                              | \$1,834,591   | \$211,689           | \$ 5,910,988         |
| Ontario .....               | 178                 | 193,901                                 | 821,497   | 246,723             | 4,501,820            |
| Manitoba .....              | 3                   | 68,286                                  | —   | 260                 | 129,739              |
| Saskatchewan .....          | 2                   | 2,500                                   | 14,000  | —                   | 35,400               |
| Alberta .....               | 5                   | 13,539                                  | 53,078  | 46,455              | 114,880              |
| Colombie-Britannique .....  | 7                   | 23,341                                  | 94,528  | 8,431               | 843,199              |
| Total .....                 | 313                 | \$1,010,019                             | \$2,817,694   | \$513,558           | \$11,536,026         |



TABLEAU VIII-6 – FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES EN 1967 PAR GENRE D'INDUSTRIES

|   | Pourcentage  | Nombre de cas | Actifs déclarés     | Passifs déclarés  |                     |                     |                      |
|---|--------------|---------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
|   |              |               |                     | Privilégiés       | Garantis            | Non garantis        | Total                |
| <b>Industries primaires</b> .....   | <b>4.85</b>  | <b>120</b>    | <b>\$ 5,135,312</b> | <b>\$ 397,252</b> | <b>\$ 6,537,953</b> | <b>\$ 6,785,578</b> | <b>\$ 13,720,783</b> |
| <b>Industries manufacturières</b>   |              |               |                     |                   |                     |                     |                      |
| Industries des aliments et boissons .....   |              | 39            | 261,842             | 63,643            | 563,235             | 1,253,639           | 1,880,517            |
| Industries du textile .....   |              | 9             | 315,488             | 47,766            | 406,763             | 733,589             | 1,188,118            |
| Industries du vêtement (y compris les tricoteriers) .....                         |              | 28            | 734,467             | 184,218           | 1,697,646           | 1,980,804           | 3,862,668            |
| Industries du bois (y compris les meubles) .....                                  |              | 71            | 2,861,467           | 437,356           | 3,201,095           | 6,411,745           | 10,050,196           |
| Industries du papier et produits connexes (y compris dessin et publication) ..... |              | 31            | 706,277             | 79,545            | 957,252             | 1,689,642           | 2,726,439            |
| Industries métalliques primaires et de fabrication .....                          |              | 41            | 1,854,341           | 408,716           | 1,665,315           | 12,044,266          | 14,118,297           |
| Industries de la machinerie .....   |              | 12            | 274,773             | 55,207            | 58,896              | 1,745,024           | 1,859,127            |
| Industries du matériel de transport .....   |              | 4             | 155,029             | 43,217            | 112,382             | 532,239             | 687,838              |
| Industries des produits électriques .....   |              | 4             | 87,790              | 39,813            | 298,015             | 290,914             | 628,742              |
| Industries des produits minéraux non métalliques .....                            |              | 3             | 235,802             | 48,923            | 223,092             | 418,576             | 690,591              |
| Industries chimiques .....  |              | 10            | 132,205             | 34,723            | 91,712              | 533,356             | 659,791              |
| Autres industries manufacturières .....   |              | 54            | 3,200,270           | 419,739           | 5,256,982           | 10,140,129          | 15,816,850           |
| <b>Total – Toutes les industries manufacturières</b> .....                        | <b>12.37</b> | <b>306</b>    | <b>10,819,751</b>   | <b>1,862,866</b>  | <b>14,532,385</b>   | <b>37,773,923</b>   | <b>54,169,174</b>    |
| <b>Industries de la construction</b>  |              |               |                     |                   |                     |                     |                      |
| Entrepreneurs généraux .....  |              | 216           | 16,356,808          | 1,175,600         | 13,989,457          | 61,333,162          | 76,498,219           |
| Entrepreneurs, métiers spéciaux .....   |              | 242           | 2,934,867           | 896,108           | 2,534,526           | 9,015,232           | 12,445,866           |
| <b>Total – Toute la construction</b> .....  | <b>18.51</b> | <b>458</b>    | <b>19,291,675</b>   | <b>2,071,708</b>  | <b>16,523,983</b>   | <b>70,348,394</b>   | <b>88,944,085</b>    |
| <b>Transports, communication et autres services d'utilité publique</b> .....      | <b>5.98</b>  | <b>148</b>    | <b>635,318</b>      | <b>306,647</b>    | <b>1,556,733</b>    | <b>4,195,829</b>    | <b>6,059,209</b>     |

TABLEAU VIII-6 – SUITE

|   | Pourcentage  | Nombre de cas | Actifs déclarés     | Passifs déclarés   |                     |                      |                      |
|---|--------------|---------------|---------------------|--------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|   |              |               |                     | Privilégiés        | Garantis            | Non garantis         | Total                |
| <b>Commerces (de gros et de détail)</b>     |              |               |                     |                    |                     |                      |                      |
| Aliments . . . . .                          |              | 274           | 1,789,479           | 377,959            | 2,824,737           | 5,950,730            | 9,153,426            |
| Marchandises générales . . . . .            |              | 23            | 405,847             | 29,049             | 427,550             | 770,507              | 1,227,106            |
| Produits et machines automobiles . . . . .  |              | 264           | 3,174,766           | 603,863            | 5,082,010           | 8,817,739            | 14,503,612           |
| Appareils et chaussures . . . . .           |              | 87            | 1,196,894           | 194,432            | 375,928             | 2,527,191            | 3,097,551            |
| Quincaillerie . . . . .                     |              | 19            | 1,323,554           | 52,690             | 537,089             | 1,409,042            | 1,998,821            |
| Meubles et accessoires de maison . . . . .  |              | 100           | 1,123,340           | 204,752            | 603,942             | 3,041,019            | 3,849,713            |
| Médicaments . . . . .                       |              | 10            | 199,159             | 36,313             | 94,958              | 1,153,198            | 1,284,469            |
| Autres commerces . . . . .                  |              | 259           | 3,720,016           | 690,831            | 4,255,873           | 10,164,469           | 15,111,173           |
| <b>Total – Tous les commerces . . . . .</b> | <b>41.88</b> | <b>1,036</b>  | <b>12,933,055</b>   | <b>2,189,889</b>   | <b>14,202,087</b>   | <b>33,833,895</b>    | <b>50,225,871</b>    |
| Finances, Assurances et Immeubles . . . . . | 2.79         | 69            | 5,059,522           | 117,615            | 3,382,996           | 8,512,959            | 12,013,570           |
| <b>Services</b>                             |              |               |                     |                    |                     |                      |                      |
| Éducation, Santé et Bien-être . . . . .     |              | 35            | 183,252             | 92,649             | 781,251             | 950,524              | 1,824,424            |
| Divertissements . . . . .                   |              | 28            | 697,945             | 310,753            | 778,378             | 1,924,086            | 3,013,217            |
| Services commerciaux . . . . .              |              | 44            | 2,015,629           | 139,514            | 1,028,687           | 2,836,346            | 4,004,547            |
| Services personnels . . . . .               |              | 141           | 2,498,394           | 571,925            | 3,059,267           | 5,724,582            | 9,355,774            |
| Autres services . . . . .                   |              | 61            | 416,417             | 115,429            | 387,192             | 1,840,638            | 2,343,259            |
| <b>Total – Tous les services . . . . .</b>  | <b>12.49</b> | <b>309</b>    | <b>5,811,637</b>    | <b>1,230,270</b>   | <b>6,034,775</b>    | <b>13,276,176</b>    | <b>20,541,221</b>    |
| Autres . . . . .                            | 1.13         | 28            | 120,787             | 25,831             | 82,050              | 304,770              | 412,651              |
| <b>Total . . . . .</b>                      | <b>100%</b>  | <b>2,474</b>  | <b>\$59,807,057</b> | <b>\$8,202,078</b> | <b>\$62,852,962</b> | <b>\$175,031,524</b> | <b>\$246,086,564</b> |

TABLEAU VIII-7 – FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES EN 1967 PAR IMPORTANCE DES PASSIFS

| Province                    | Total                                |  | Moins de \$5,000                     |  | \$5,000 à 25,000                     |  | \$25,000 à 50,000                    |  | \$50,000 à 100,000                   |  | Plus de \$100,000                    |  |
|-----------------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|
|                             | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations | Sociétés constituées en corporations | Sociétés non constituées en corporations |
| Terre-Neuve .....           | 3                                    | 2  | —                                    | —  | —                                    | —  | —                                    | 1  | 1                                    | —  | 2                                    | 1  |
| Île-du-Prince-Édouard ..... | 2                                    | 2  | —                                    | —  | —                                    | 1  | —                                    | 1  | 1                                    | —  | 1                                    | —  |
| Nouvelle-Écosse .....       | 7                                    | 8  | —                                    | 1  | 1                                    | 5  | 1                                    | 1  | 2                                    | —  | 3                                    | 1  |
| Nouveau-Brunswick .....     | 6                                    | 8  | —                                    | —  | 1                                    | 6  | 2                                    | 1  | —                                    | —  | 3                                    | 1  |
| Québec .....                | 473                                  | 862                                      | 13                                   | 70                                       | 120                                  | 476                                      | 89                                   | 172                                      | 83                                   | 93                                       | 168                                  | 51                                       |
| Ontario .....               | 202                                  | 629                                      | 10                                   | 51                                       | 32                                   | 372                                      | 38                                   | 130                                      | 42                                   | 56                                       | 80                                   | 20                                       |
| Manitoba .....              | 15                                   | 47                                       | —                                    | 3  | —                                    | 26                                       | 2                                    | 14                                       | 6                                    | 4  | 7                                    | —  |
| Saskatchewan .....          | 8                                    | 28                                       | —                                    | —  | 1                                    | 15                                       | 1                                    | 9  | 1                                    | 3  | 5                                    | 1  |
| Alberta .....               | 19                                   | 56                                       | 3                                    | 3  | 2                                    | 35                                       | 2                                    | 11                                       | 8                                    | 5  | 4                                    | 2  |
| Colombie-Britannique .....  | 42                                   | 55                                       | —                                    | 1  | 3                                    | 39                                       | 11                                   | 9  | 13                                   | 2  | 15                                   | 4  |
| Total .....                 | 777                                  | 1,697                                    | 26                                   | 129                                      | 160                                  | 975                                      | 146                                  | 349                                      | 157                                  | 163                                      | 288                                  | 81                                       |

### Réalisations par les syndics

Les tableaux IX, IX-1, IX-2, IX-3, donnent les réalisations d'éléments d'actif à l'égard des actifs dont l'administration a été complétée, au cours de 1967. Il faut remarquer que les dossiers clos au cours de l'année ont été, dans la plupart des cas, ouverts au cours d'années antérieures.

Le montant indiqué pour les créanciers non garantis comprend également les réclamations de créanciers privilégiés.

Du total des réalisations d'éléments d'actif non donnés en garantie, 44 p. 100 a été utilisé pour défrayer le coût de l'administration alors que 56 p. 100 a été distribué parmi les créanciers. Les honoraires des syndics couvraient 49 p. 100 du coût total de l'administration et les frais juridiques 14 p. 100 de ce même total.

**TABLEAU IX – RÉUNION DE TOUS LES ACTIFS DONT L'ADMINISTRATION A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN 1967**  
(en milliers de dollars)

| Province                | Nombre d'actifs | Évalués et déclarés par les débiteurs   |                         |               | Réalisation créanciers garantis | Réalizations (sauf les éléments d'actif donnés en garantis), coûts et dividendes |                  |                      |                 |                                  |                                    |              |
|-------------------------|-----------------|---|-------------------------|---------------|---------------------------------|--|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------|
|                         |                 | Éléments d'actif non donnés en garantie | Créanciers non garantis | Déficit       |                                 | Total de la réalisation par le syndic  | Frais juridiques | Honoraires du syndic | Autres dépenses | Total des frais d'administration | Dividendes-Créanciers non garantis |              |
|                         |                 |   |                         |               |                                 |  |                  |                      |                 |                                  | Privi-légiés                       | Ordi-naires  |
| Terre-Neuve . . . . .   | —               | —                                       | —                       | —             | —                               | —  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | —            |
| Île-du-Prince-Édouard   | 6               | 74                                      | 70                      | (4)           | 71                              | 7  | —                | 2                    | 2               | 4                                | —                                  | 3            |
| Nouvelle-Écosse . . . . | 22              | 500                                     | 1,010                   | 510           | 232                             | 89   | 6                | 14                   | 7               | 27                               | 15                                 | 47           |
| Nouveau-Brunswick . .   | 13              | 350                                     | 427                     | 77            | 162                             | 130  | 11               | 16                   | 22              | 49                               | 19                                 | 62           |
| Québec . . . . .        | 3,723           | 62,195                                  | 81,449                  | 19,254        | 33,964                          | 8,936  | 492              | 2,124                | 1,775           | 4,391                            | 1,415                              | 3,130        |
| Ontario . . . . .       | 1,978           | 59,883                                  | 93,040                  | 33,157        | 38,889                          | 7,922  | 580              | 1,614                | 987             | 3,181                            | 1,325                              | 3,416        |
| Manitoba . . . . .      | 76              | 3,538                                   | 3,183                   | (355)         | 3,276                           | 536  | 21               | 75                   | 52              | 148                              | 52                                 | 336          |
| Saskatchewan . . . . .  | 42              | 306                                     | 533                     | 227           | 174                             | 45   | 1                | 21                   | 6               | 28                               | 5                                  | 12           |
| Alberta . . . . .       | 120             | 2,405                                   | 3,307                   | 902           | 1,241                           | 674  | 34               | 123                  | 95              | 252                              | 66                                 | 356          |
| Colombie-Britannique    | 139             | 6,039                                   | 7,900                   | 1,861         | 3,501                           | 959  | 47               | 132                  | 201             | 380                              | 157                                | 422          |
| <b>Total . . . . .</b>  | <b>6,119</b>    | <b>135,290</b>                          | <b>190,919</b>          | <b>55,629</b> | <b>81,510</b>                   | <b>19,298</b>  | <b>1,192</b>     | <b>4,121</b>         | <b>3,147</b>    | <b>8,460</b>                     | <b>3,054</b>                       | <b>7,784</b> |

Remarques: 1. Les éléments d'actif et les passifs déclarés par les débiteurs ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.  
2. La plupart des procédures terminées au cours de cette année ont débuté au cours d'années antérieures.

**TABEAU IX-1 – ACTIFS DONT L'ADMINISTRATION A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN 1967**  
**(ACTIFS ADMINISTRÉS EN VERTU DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA LOI)**  
(en milliers de dollars)

| Province                        | Nombre d'actifs | Évalués et déclarés par les débiteurs   |                         |               | Réalisation créanciers garantis | Réalizations (sauf les éléments d'actif donnés en garantis), coûts et dividendes |                  |                      |                 |                                  |                                    |              |
|---------------------------------|-----------------|---|-------------------------|---------------|---------------------------------|--|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------|
|                                 |                 | Éléments d'actif non donnés en garantie | Créanciers non garantis | Déficit       |                                 | Total de la réalisation par le syndic  | Frais juridiques | Honoraires du syndic | Autres dépenses | Total des frais d'administration | Dividendes-Créanciers non garantis |              |
|                                 |                 |   |                         |               |                                 |  |                  |                      |                 |                                  | Privi-légiés                       | Ordinaires   |
| Terre-Neuve . . . . .           | —               | —                                       | —                       | —             | —                               | —  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | —            |
| Île-du-Prince-Édouard . . . . . | 2               | 52                                      | 35                      | (17)          | 49                              | 3  | —                | 1                    | 2               | 3                                | —                                  | —            |
| Nouvelle-Écosse . . . . .       | 17              | 489                                     | 960                     | 471           | 222                             | 88   | 6                | 13                   | 7               | 26                               | 15                                 | 47           |
| Nouveau-Brunswick . . . . .     | 8               | 322                                     | 344                     | 22            | 138                             | 115  | 11               | 14                   | 22              | 47                               | 19                                 | 49           |
| Québec . . . . .                | 1,441           | 39,964                                  | 48,830                  | 8,866         | 24,094                          | 5,081  | 415              | 1,160                | 1,359           | 2,934                            | 988                                | 1,159        |
| Ontario . . . . .               | 593             | 36,370                                  | 35,786                  | (584)         | 21,752                          | 5,487  | 469              | 938                  | 823             | 2,230                            | 1,009                              | 2,248        |
| Manitoba . . . . .              | 38              | 1,261                                   | 2,077                   | 816           | 751                             | 340  | 19               | 43                   | 43              | 105                              | 48                                 | 187          |
| Saskatchewan . . . . .          | 7               | 103                                     | 170                     | 67            | 15                              | 19   | 1                | 6                    | 2               | 9                                | 3                                  | 7            |
| Alberta . . . . .               | 40              | 1,779                                   | 2,075                   | 296           | 1,004                           | 508  | 33               | 83                   | 62              | 178                              | 63                                 | 267          |
| Colombie-Britannique . . . . .  | 67              | 3,796                                   | 5,713                   | 1,917         | 2,135                           | 734  | 45               | 106                  | 124             | 275                              | 129                                | 330          |
| <b>Total . . . . .</b>          | <b>2,213</b>    | <b>84,136</b>                           | <b>95,990</b>           | <b>11,854</b> | <b>50,160</b>                   | <b>12,375</b>  | <b>999</b>       | <b>2,364</b>         | <b>2,444</b>    | <b>5,807</b>                     | <b>2,274</b>                       | <b>4,294</b> |

Remarques: 1. Les éléments d'actif et les passifs déclarés par les débiteurs ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.  
2. La plupart des procédures terminées au cours de cette année ont débuté au cours d'années antérieures.

**TABEAU IX-2 – ACTIFS DONT L'ADMINISTRATION A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN 1967**  
**(ACTIFS ADMINISTRÉS EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ADMINISTRATION SOMMAIRE DE LA LOI)**  
(en milliers de dollars)

| Province                | Nombre d'actifs | Évalués et déclarés par les débiteurs   |                         |               | Réalisation créanciers garantis | Réalizations (sauf les éléments d'actif donnés en garantis), coûts et dividendes |                  |                      |                 |                                  |                                    |            |
|-------------------------|-----------------|---|-------------------------|---------------|---------------------------------|--|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|------------|
|                         |                 | Éléments d'actif non donnés en garantie | Créanciers non garantis | Déficit       |                                 | Total de la réalisation par le syndic  | Frais juridiques | Honoraires du syndic | Autres dépenses | Total des frais d'administration | Dividendes-Créanciers non garantis |            |
|                         |                 |   |                         |               |                                 |  |                  |                      |                 |                                  | Privi-légiés                       | Ordinaires |
| Terre-Neuve .....       | –               | –                                       | –                       | –             | –                               | –  | –                | –                    | –               | –                                | –                                  | –          |
| Île-du-Prince-Édouard . | 3               | 21                                      | 31                      | 10            | 22                              | 1  | –                | 1                    | –               | 1                                | –                                  | –          |
| Nouvelle-Écosse .....   | 5               | 11                                      | 50                      | 39            | 10                              | 1  | –                | 1                    | –               | 1                                | –                                  | –          |
| Nouveau-Brunswick . .   | 4               | 3                                       | 47                      | 44            | 2                               | 1  | –                | 1                    | –               | 1                                | –                                  | –          |
| Québec .....            | 1,975           | 2,646                                   | 18,765                  | 16,119        | 2,432                           | 1,081  | 32               | 629                  | 207             | 868                              | 48                                 | 165        |
| Ontario .....           | 1,332           | 4,696                                   | 18,297                  | 13,601        | 4,384                           | 716  | 20               | 500                  | 120             | 640                              | 20                                 | 56         |
| Manitoba .....          | 30              | 112                                     | 346                     | 234           | 96                              | 18   | 2                | 10                   | 3               | 15                               | 1                                  | 2          |
| Saskatchewan .....      | 34              | 198                                     | 352                     | 154           | 156                             | 22   | –                | 14                   | 4               | 18                               | 2                                  | 2          |
| Alberta .....           | 79              | 246                                     | 891                     | 645           | 221                             | 73   | 1                | 30                   | 7               | 38                               | 3                                  | 32         |
| Colombie-Britannique .  | 64              | 130                                     | 725                     | 595           | 120                             | 34   | –                | 15                   | 6               | 21                               | 2                                  | 11         |
| <b>Total .....</b>      | <b>3,526</b>    | <b>8,063</b>                            | <b>39,504</b>           | <b>31,441</b> | <b>7,443</b>                    | <b>1,947</b>   | <b>55</b>        | <b>1,201</b>         | <b>347</b>      | <b>1,603</b>                     | <b>76</b>                          | <b>268</b> |

Remarques: 1. Les éléments d'actif et les passifs déclarés par les débiteurs ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.  
2. La plupart des procédures terminées au cours de cette année ont débuté au cours d'années antérieures.

**TABEAU IX-3 – ACTIFS DONT L'ADMINISTRATION A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN 1967**  
(PROPOSITIONS)  
(en milliers de dollars)

| Province                 | Nombre d'actifs | Évalués et déclarés par les débiteurs   |                         |               | Réalisation créanciers garantis | Réalizations (sauf les éléments d'actif donnés en garantis), coûts et dividendes |                  |                      |                 |                                  |                                    |              |
|--------------------------|-----------------|---|-------------------------|---------------|---------------------------------|--|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------|
|                          |                 | Éléments d'actif non donnés en garantie | Créanciers non garantis | Déficit       |                                 | Sommes recueillies par le syndic   | Frais juridiques | Honoraires du syndic | Autres dépenses | Total des frais d'administration | Dividendes-Créanciers non garantis |              |
|                          |                 |   |                         |               |                                 |  |                  |                      |                 |                                  | Privi-légiés                       | Ordinaires   |
| Terre-Neuve .....        | —               | —                                       | —                       | —             | —                               | —  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | —            |
| Île-du-Prince-Édouard .. | 1               | 1                                       | 4                       | 3             | —                               | 3  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | 3            |
| Nouvelle-Écosse .....    | —               | —                                       | —                       | —             | —                               | —  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | —            |
| Nouveau-Brunswick ...    | 1               | 25                                      | 36                      | 11            | 22                              | 14   | —                | 1                    | —               | 1                                | —                                  | 13           |
| Québec .....             | 307             | 19,585                                  | 13,854                  | (5,731)       | 7,438                           | 2,774  | 45               | 335                  | 209             | 589                              | 379                                | 1,806        |
| Ontario .....            | 53              | 18,817                                  | 38,957                  | 20,140        | 12,753                          | 1,719  | 91               | 176                  | 44              | 311                              | 296                                | 1,112        |
| Manitoba .....           | 8               | 2,165                                   | 760                     | (1,405)       | 2,429                           | 178  | —                | 22                   | 6               | 28                               | 3                                  | 147          |
| Saskatchewan .....       | 1               | 5                                       | 11                      | 6             | 3                               | 3  | —                | —                    | —               | —                                | —                                  | 3            |
| Alberta .....            | 1               | 380                                     | 341                     | (39)          | 16                              | 94   | —                | 11                   | 26              | 37                               | —                                  | 57           |
| Colombie-Britannique ..  | 8               | 2,113                                   | 1,462                   | (651)         | 1,246                           | 191  | 2                | 11                   | 71              | 84                               | 26                                 | 81           |
| <b>Total .....</b>       | <b>380</b>      | <b>43,091</b>                           | <b>55,425</b>           | <b>12,334</b> | <b>23,907</b>                   | <b>4,976</b>   | <b>138</b>       | <b>556</b>           | <b>356</b>      | <b>1,050</b>                     | <b>704</b>                         | <b>3,222</b> |

Remarques: 1. Les éléments d'actif et les passifs déclarés par les débiteurs ont tendance à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.  
2. La plupart des procédures terminées au cours de cette année ont débuté au cours d'années antérieures.



## Chapitre 9 PARTIE X DE LA LOI SUR LA FAILLITE

### Paiement méthodique des dettes (articles 173 à 198)

La Partie X de la Loi sur la faillite établit les dispositions relatives au paiement méthodique des dettes. A la date de parution du présent rapport, le Gouverneur-en-Conseil, à la demande des Lieutenants-gouverneurs en conseil respectifs, avait déclaré cette partie en vigueur dans trois provinces.

| <i>Province</i>                 | <i>Date d'entrée en vigueur</i> |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Alberta . . . . .               | Le 17 avril 1967                |
| Manitoba . . . . .              | le 1 <sup>er</sup> juin 1967    |
| Île-du-Prince-Édouard . . . . . | le 28 mars 1968.                |

Aux termes de la Partie X de la Loi sur la faillite, une personne insolvable peut demander par voie d'affidavit au greffier de la cour de comté ou de district une «ordonnance de fusion». Le greffier y inscrira les dettes de la personne insolvable et fixera le montant que le débiteur doit payer à la cour par versements mensuels. Le greffier distribue ensuite au *pro rata* ce montant, aux créanciers, dont les noms sont mentionnés dans l'ordonnance. Il n'est pas autorisé par la Loi d'y inclure toutes les catégories de dettes; par exemple, il faut le consentement du créancier lorsqu'une dette personnelle est de \$1,000 ou plus. D'autres genres de dettes non prévues par la Partie X sont les impôts, les comptes commerciaux et les dettes payables à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Pendant la durée de l'ordonnance, aucun créancier ne peut avoir recours à une mesure soit de saisie-arrêt, soit d'exécution à l'égard des dettes visées par la Partie X, à condition que le débiteur n'ait pas négligé de faire ses versements mensuels et qu'il se soit, par ailleurs, conformé à l'ordonnance.

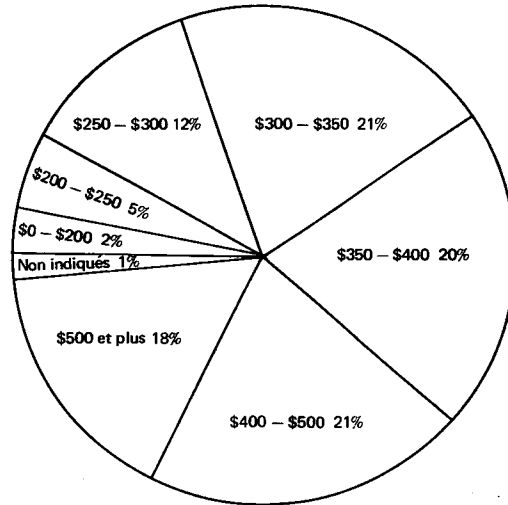
Les copies de tous les affidavits et de toutes les ordonnances de fusion sont expédiées au bureau du surintendant des faillites, où les statistiques sont conservées.

Les faits saillants de ces statistiques sont indiqués aux tableaux et graphiques imprimés ci-après. Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 1967, le nombre des ordonnances de fusion accordées par province s'établit comme suit:

|                                 |       |
|---------------------------------|-------|
| Alberta . . . . .               | 286   |
| Manitoba . . . . .              | 94    |
| Île-du-Prince-Édouard . . . . . | Néant |

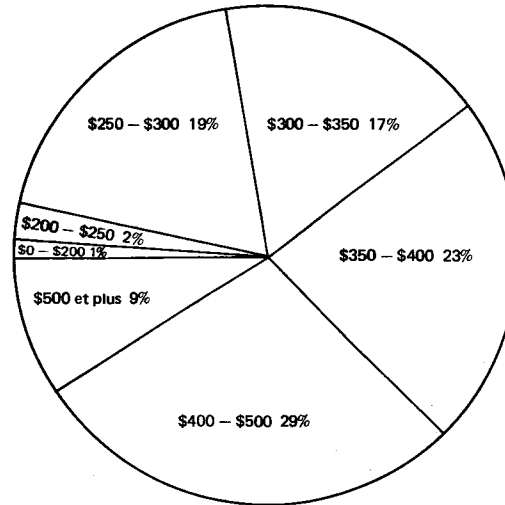
**GRAPHIQUE IV**  
**ORDONNANCES ACCORDÉES PAR CLASSIFICATION DU REVENU FAMILIAL MENSUEL**  
**PARTIE X – 1967**

**ALBERTA**  
**CATÉGORIE DE REVENU**  
**ET NOMBRE D'ORDONNANCES**  
**DE FUSION**



| <b>ALBERTA</b>       |                      |
|----------------------|----------------------|
| Classification       | Nombre d'ordonnances |
| \$ 0 – \$200         | 4                    |
| 200 – 250            | 15                   |
| 250 – 300            | 35                   |
| 300 – 350            | 60                   |
| 350 – 400            | 58                   |
| 400 – 500            | 60                   |
| 500 et plus          | 52                   |
| Montant non spécifié | 2                    |
| <b>TOTAL</b>         | <b>286</b>           |

**MANITOBA**  
**CATÉGORIE DE REVENU**  
**ET NOMBRE D'ORDONNANCES**  
**DE FUSION**



| <b>MANITOBA</b>      |                      |
|----------------------|----------------------|
| Classification       | Nombre d'ordonnances |
| \$ 0 – \$200         | 1                    |
| 200 – 250            | 2                    |
| 250 – 300            | 18                   |
| 300 – 350            | 16                   |
| 350 – 400            | 22                   |
| 400 – 500            | 27                   |
| 500 et plus          | 8                    |
| Montant non spécifié | Nil                  |
| <b>TOTAL</b>         | <b>94</b>            |

TABLEAU X – NOMBRE D'ORDONNANCES ACCORDÉES  
PAR PASSIF SIGNALÉ – PARTIE X – 1967

| Passif                             | Alberta    | Pourcentage<br>du total | Manitoba  | Pourcentage<br>du total |
|------------------------------------|------------|-------------------------|-----------|-------------------------|
| \$8,000 et plus .....              | 6          | 2.3                     | 0         | 0                       |
| \$7,000 .....                      | 22         | 7.7                     | 0         | 0                       |
| \$6,000 .....                      | 13         | 4.6                     | 2         | 2.2                     |
| \$5,000 .....                      | 29         | 10.2                    | 4         | 4.2                     |
| \$4,000 .....                      | 51         | 17.5                    | 10        | 10.6                    |
| \$3,000 .....                      | 88         | 30.5                    | 34        | 36.1                    |
| \$2,000 .....                      | 61         | 21.4                    | 32        | 34.1                    |
| \$1,000 .....                      | 12         | 4.2                     | 11        | 11.7                    |
| non indiqué .....                  | 4          | 1.6                     | 1         | 1.1                     |
| <b>Total des ordonnances .....</b> | <b>286</b> | <b>100%</b>             | <b>94</b> | <b>100%</b>             |

TABLEAU X-1 – ORDONNANCES ACCORDÉES D'APRÈS LE MONTANT  
DES VERSEMENTS MENSUELS – PARTIE X – 1967

| Classification             | Alberta<br>Nombre<br>d'ordonnances | Manitoba<br>Nombre<br>d'ordonnances |
|----------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| \$ 0 – \$ 20 .....         | 32                                 | 11                                  |
| 20 – 30 .....              | 63                                 | 10                                  |
| 30 – 40 .....              | 100                                | 57                                  |
| 40 – 50 .....              | 30                                 | 5                                   |
| 50 – 60 .....              | 22                                 | 2                                   |
| 60 – 70 .....              | 14                                 | 1                                   |
| 70 – 80 .....              | 6                                  | 2                                   |
| 80 – 90 .....              | 4                                  | –                                   |
| 90 – 100 .....             | 4                                  | –                                   |
| 100 – 150 .....            | 4                                  | –                                   |
| 150 – 200 .....            | 5                                  | –                                   |
| 200 et plus .....          | 2                                  | 1                                   |
| Montant non spécifié ..... | –                                  | 5                                   |
| <b>Total .....</b>         | <b>286</b>                         | <b>94</b>                           |

TABLEAU X-2 – ORDONNANCES ACCORDÉES D'APRÈS LA DURÉE  
DES VERSEMENTS MENSUELS – PARTIE X – 1967

| Classification           | Alberta<br>Nombre<br>d'ordonnances | Manitoba<br>Nombre<br>d'ordonnances |
|--------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 – 6 mois .....         | 2                                  | 0                                   |
| 6 – 12 " .....           | 8                                  | 3                                   |
| 12 – 18 " .....          | 17                                 | 7                                   |
| 18 – 24 " .....          | 24                                 | 4                                   |
| 24 – 30 " .....          | 45                                 | 11                                  |
| 30 – 36 " .....          | 74                                 | 46                                  |
| 36 – 48 " .....          | 44                                 | 11                                  |
| 48 – 60 " .....          | 26                                 | 2                                   |
| 60 – 72 " .....          | 13                                 | –                                   |
| 72 – 84 " .....          | 7                                  | –                                   |
| 84 – 96 " .....          | 6                                  | –                                   |
| 96 mois et plus .....    | 14                                 | –                                   |
| Mois non spécifiés ..... | 6                                  | 10                                  |
| <b>Total .....</b>       | <b>286</b>                         | <b>94</b>                           |

**Appendice**  
**Liste actuelle des bulletins aux syndicats**

*Année 1966*

| <i>Bulletin N°</i> | <i>Sujet</i>  |
|--------------------|---|
| 1966-1             | Bilan (formule 61)  |
| 1966-2             | Syndics conjoints   |
| 1966-3             | Délégation de fonctions et établissement de personnes autorisées à signer |
| 1966-4             | Bill S-17, Loi modifiant la Loi sur la faillite                           |
| 1966-5             | Avances sur la rémunération du syndic                                     |
| 1966-6             | Cautionnement concernant l'exécution des fonctions du syndic              |
| 1966-7             | Réorganisation de la Direction des faillites                              |

*Année 1967*

|          |   |
|----------|---|
| 8 (1967) | Présentation de l'état des recettes et des déboursés, article 111 (Loi sur la faillite)         |
| 9 (1967) | Avis aux faillis au sujet de leurs devoirs et de leur situation tant qu'ils ne sont pas libérés |

*Année 1968*

|           |   |
|-----------|---|
| 10 (1968) | Modifications aux Règles et formules relatives à la faillite au 5 juin 1968 |
|-----------|---|